



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 15 du 15 mars 2010

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 16 mars 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	342
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	342
CABINET	342
Service interministériel de défense et de la protection civile	342
Extrait de l'arrêté N° 11/2010/SIDPC du 4 mars 2010 fixant la liste des usagers relevant du service prioritaire à l'électricité.....	342
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	349
Bureau des procédures environnementales.....	349
Extrait de l'arrêté du 4 mars 2010 portant 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par forage communal, à MERVILLER et par la commune de MERVILLER b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	349
Extrait de l'arrêté du 19 février 2010 portant 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par le forage de CHENEVIERES, sur et par la commune de CHENEVIERES b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	353
Extrait de l'arrêté préfectoral du 5 mars 2010 portant dérogation à la limite de qualité du paramètre mercure total pour les eaux destinées à la consommation humaine distribuées par la commune de VACQUEVILLE	354
Extrait de l'arrêté du 10 mars 2010 établissant des servitudes d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage sur le territoire des communes de BLENOD-LES-PONT-MOISSON, DIEULOUARD, FRANCHEVILLE, MANONCOURT-EN-WOEVRE, TOUL, TREMBLECOURT, VILLERS-EN-HAYE pour la construction et l'exploitation de la canalisation de transport de gaz " Blénod-les-Pont-à-Mousson – Toul ".....	355
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES	356
Bureau des réglementations.....	356
Extrait de l'autorisation préfectorale n° 214 du 11 janvier 2010 autorisant l'entreprise MAT SECURITE PRIVEE à MAXEVILLE à exercer les activités privées de surveillance et de gardiennage	356
Extrait de l'autorisation préfectorale n° 215 du 14 janvier 2010 autorisant la société NANCY LORRAINE à TOMBLAINE à exploiter un service interne de gardiennage.....	357
Extrait de l'autorisation préfectorale n° 217 du 19 janvier 2010 autorisant l'Entreprise Lorraine de Surveillance à LONGWY à exercer les activités de surveillance et de gardiennage.....	357
Extrait de l'autorisation préfectorale n° 218 du 4 mars 2010 autorisant la société EUROSTAMP à VILLERS-LA-MONTAGNE à exploiter un service interne de gardiennage	357
Extrait de l'autorisation préfectorale n° 219 du 4 mars 2010 autorisant la société LECLERC SERVICES à VEZELISE à exploiter un service interne de gardiennage.....	358
Extrait de l'arrêté du 4 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LUNEVILLE	358
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	358
Bureau de l'interministérielle.....	358
Arrêté N° 10.OSD.05 du 8 mars 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Françoise NOITON, directrice des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle	358
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	359
DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG	359
Centre de détention de Toul.....	359
Décision du 1 ^{er} mars 2010 portant délégation de signature	359
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	361
Extrait de la décision du 26 février 2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine Portant approbation de la délibération du 15 octobre 2009 relative au projet d'établissement 2009-2013 de la Maison hospitalière de Baccarat (54).....	361
Extrait de la délibération n° 107/08 du 16 décembre 2008 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine.....	361
Extrait de la délibération n° 17/09 du 17 mars 2009 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine	361
Extrait de la délibération n° 06/10 du 16 février 2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine	362
Extrait de la délibération n° 07/10 du 16 février 2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine	362
Extrait de la délibération n° 08/10 du 16 février 2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine	362
Extrait de la délibération n° 09/10 du 16 février 2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine	362
Extrait de la délibération n° 13/10 du 16 février 2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine	362
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	363
Décision du 1 ^{er} mars 2010 concernant l'affectation des contrôleurs du travail.....	363
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE	363
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/316 du 20 janvier 2010 portant renouvellement la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Madame Corinne AKA KOFFI, " Les Quatre chemins de Bohème " 4, rue Guy Roparts, 54000 Nancy.....	363
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/317 du 20 janvier 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Lorane BADO, " YA BASS " 27, rue Saint-Nicolas, 54000 Nancy.....	364
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/318 du 20 janvier 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Madame Isabelle BOURGEOIS, Association CRACHE TEXTE, 15, rue du Faubourg des trois maisons, c/o My Monkey, 54000 Nancy.....	364
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/319 du 20 janvier 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Marc-Philippe CASALIS, Association F.I.G.H.T. Impro, 16, Boulevard Albert 1 ^{er} , 54000 Nancy	364
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/320 du 20 janvier 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur André CAURRAZE, " MB ANIMATIONS " 19, rue Battonchamps, 54760 Villers-les-Moivrons.....	365
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/321 du 20 janvier 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Sandrine CLOSE, " Syndicat mixte du parc naturel régional de Lorraine " Rue du Quai, 54700 Pont-à-Mousson.....	365
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/322 du 20 janvier 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Marc DELMOTTE, " La taverne de l'irlandais " 8, rue Mazagran, 54000 Nancy	365
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/323 du 20 janvier 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Mickaël DRU, Association ARTISTIK ALLIANCE, 100, rue Jeanne d'Arc, 54000 Nancy.....	366
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/324 du 20 janvier 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Caroline HENRION, Association " ART & MUSIC DIFFUSION ", 27, Avenue des Roses, 54630 Richardmémil.....	366
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/325 du 20 janvier 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Madame Laurence KRZYWANSKI, Association Cie des Timbrés, 4, Grand Rue, 54116 Praye.....	366
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/326 du 20 janvier 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Jean-Charles LAMIREL, Association Compagnie Ormone, 48, rue du sergent Blandan, 54000 Nancy	366
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/327 du 20 janvier 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Roger MAILLARD, Association TIRAMISU Compagnie, 479, Avenue de la Libération, 54000 Nancy	367
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/328 du 20 janvier 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Mademoiselle Milica PEJANOVIC, Association BROUNIAK, 48, rue Eugène Vallin, 54320 Maxéville	367
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/329 du 20 janvier 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Eric SCHERMANN, " Le FRENCH CANCAN ", 14, Chemin stratégique, 54130 Dommarthemont	367
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/330 du 20 janvier 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Henri SCHMITZ, Association AUX ACTES CITOYENS, 3, rue de la Paix, Espace Jean Jaurès, 54510 Tomblaine.....	368
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/331 du 20 janvier 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Réda SOUFI, Centre chorégraphique national, 3, rue Henri Bazin, 54000 Nancy.....	368

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/332 du 20 janvier 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Réda SOUFI, Centre chorégraphique national 3, rue Henri Bazin, 54010 Nancy CEDEX.....	368
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/333 du 20 janvier 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Charles TORDJMAN, Association Compagnie FABBIRICA, 21, rue Anne Feriet, 54000 Nancy.....	368
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/334 du 20 janvier 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Didier VILLERMIN, Association Les crieurs de nuit, 24, rue du général Duroc, 54000 Nancy.....	369
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/335 du 20 janvier 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Damien WIDLOECHER, Association FYNK'S, 4, rue Haropré, 54240 Joeuf.....	369
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/336 du 20 janvier 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Michel DIDYM, Théâtre de la Manufacture, 10, rue Baron Louis, 54014 Nancy.....	369
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/337 du 20 janvier 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Christian SIMONETTO, Communauté de communes du Jarnisy, 5, rue Clément Humbert, BP 92, 54803 Jarny Cédex.....	370
INSPECTION ACADEMIQUE.....	370
Extrait de l'arrêté du 19 février 2010 portant renouvellement du Conseil Départemental de l'Education Nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	370
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	372
Pôle finances, systèmes d'information, moyens généraux.....	372
Arrêté 2010/DDT/SG/FSM/003 du 1 ^{er} mars 2010 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics (C.I.F.P.).....	372
Arrêté 2010/DDT/SG/FSM/004 du 5 mars 2010 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics et d'accord-cadre au titre du ministère de la Défense.....	373
Service agriculture forêt chasse.....	374
Extrait de l'arrêté préfectoral 2010/DDT/AFC/n°077 du 1 ^{er} mars 2010 portant fixation des critères départementaux utilisés pour la vérification du caractère allaitant d'un cheptel pour le paiement de la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA) -.....	374
Service aménagement durable, urbanisme, risques.....	374
Extrait de l'arrêté N° 2010/DDT54/ADUR/003 du 3 mars 2010 - Approbation de la révision de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme - Commune de QUEVILLONCOURT.....	374
Service habitat.....	374
Extrait de l'arrêté n° 2010-01/DDT/HAB/PLSP du 19 février 2010 autorisant la fusion de la société Batigère Nord-Est avec la société Batigère Nancy.....	374
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	375
Extrait de l'arrêté N° 2010-DIR-Est -M-54-011 du 11 mars 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux de réfection de joints de chaussée sur A31 sur OA A31-092 au PR 233.650.....	375
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	376
Service solidarité autonomie.....	376
Extrait de l'arrêté N° 195 du 10 février 2010 autorisant la fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles et Déficiants Visuels de Nancy à étendre d'une place la capacité de son Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) « les ateliers du Haut des Vannes » sis à Liverdun.....	376
Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N° 286 - DIRSOL/DIRECTION PA/PH N° 027 du 5 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Les Lilas » à JARNY.....	376
Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N° 287 - DIRSOL/DIRECTION PA/PH N° 024 du 5 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Jean-François FIDRY » à LABRY.....	377
Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N° 288 - DIRSOL/DIRECTION PA/PH N° 028 du 5 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Saint-Charles » à VEZELISE après restructuration.....	378
Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N° 301 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 027 du 5 mars 2010 modifiant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal 3H Santé de CIREY-SUR-VEZOUZE.....	378
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA N° 316 du 4 mars 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile de statut privé autonome de l'association « Assistance Vie à Domicile » (AVAD) à SEICHAMPS.....	379
Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 317-10 du 9 mars 2010 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale Autorisation N° 54-16.....	380
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 333 du 10 mars 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'HAROUÉ.....	380
Service actions et établissements de santé.....	381
Extrait de l'arrêté n° 22 du 01 Mars 2010 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de TOUL.....	381
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/272-10 du 3 mars 2010 portant radiation de l'agrément n° 119 - Association Hospitalière du Bassin de Longwy - 4 rue Alfred Labbé - 54350 MONT-SAINT-MARTIN.....	382
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS.....	382
Service Santé et Protection Animaux et Environnement.....	382
Extrait de l'arrêté n° 10.DDPP.25 du 5 mars 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Marion GERAUD.....	382
Extrait de l'arrêté n° 10.DDPP.28 du 9 mars 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Zuzana BESSON.....	382
Extrait de l'arrêté n°10.D.D.P.P.30 du 9 mars 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Olivier HIS.....	383
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	383
Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle.....	383
Décision administrative conjointe des inspectrices et inspecteurs du travail du 1 ^{er} mars 2010 donnant délégation aux contrôleurs du travail aux fins, notamment, d'établir des mises en demeure et de prendre des décisions relatives aux arrêts temporaires de travaux ou d'activité.....	383
TRESORERIE GENERALE.....	384
Procuration sous seing privé du 6 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature.....	384
Procuration sous seing privé du 6 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature.....	385
Procuration sous seing privé du 6 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature.....	385
Procuration sous seing privé du 6 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature.....	385
Service des impôts des particuliers (SIP) de BRIEY.....	386
Procuration sous seing privé du 10 mars 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature.....	386
NAVIGATION DU NORD-EST.....	386
Extrait de l'arrêté N° NAV – 2010/02 du 18 février 2010 autorisant la capture et la remise à l'eau du poisson dans le cadre des opérations de chômage sur le Canal des Vosges versant Moselle.....	386
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	387
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	387
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	387
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 34074 en date du 9 mars 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de LUNEVILLE.....	387
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 34632 en date du 9 mars 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de BEZANGE LA GRANDE.....	388
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 36967 en date du 9 mars 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de TRONDES.....	388
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 37204 en date du 9 mars 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de TUCQUEGNIEUX.....	388

AUTRES SERVICES.....	388
CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT	388
Direction des ressources humaines	388
Avis de concours externe sur titres du 1 ^{er} mars 2010 pour le recrutement de quatre ouvriers professionnels qualifiés dans la fonction d'agent de sécurité.....	388
Avis de concours externe sur titres du 1 ^{er} mars 2010 pour le recrutement de trois ouvriers dans la fonction de chef d'équipe sécurité	388
MAISON DE RETRAITE DE ROSIERES AUX SALINES	389
Avis et modalités en date du 8 mars 2010 du concours sur titre pour le recrutement d'une infirmière de classe normale à la maison de retraite de ROSIERES-AUX-SALINES (54).....	389
CARREFOUR D'ACCOMPAGNEMENT PUBLIC SOCIAL	390
Avis de concours interne sur titres du 1 ^{er} mars 2010 en vue du recrutement d'un Cadre Socio-éducatif	390

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET

Service interministériel de défense et de la protection civile

Extrait de l'arrêté N° 11/2010/SIDPC du 4 mars 2010 fixant la liste des usagers relevant du service prioritaire à l'électricité

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : sont inscrits sur la liste en annexe I du présent arrêté :

- ☐ Les usagers dont le maintien de l'alimentation en énergie électrique des installations doit être assuré dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 5 juillet 1990, au titre de la protection des vies humaines et de la sécurité,
- ☐ Les usagers dont les installations ne peuvent être interrompues dans leur fonctionnement, sans subir de dommages.

Les établissements assurant la distribution de l'électricité (annexe IV du présent arrêté) devront veiller à tout moment, dans les conditions prévues par l'arrêté sus visé, et jusqu'à ce que le fonctionnement normal du service public de l'électricité puisse être rétabli, des moyens en matériel et en personnel indispensables au maintien du service prioritaire ainsi défini.

Article 2 : A titre complémentaire, en raison de leur situation particulière et dans la limite des disponibilités en énergie électrique, sont inscrits sur la liste en annexe II du présent arrêté, les usagers pouvant bénéficier d'une certaine priorité par rapport aux autres usagers, notamment en cas d'urgence.

Article 3 : Sont inscrits sur la liste en annexe III du présent arrêté, les usagers pouvant bénéficier d'une certaine priorité par rapport aux autres usagers en cas de restage.

Article 4 : Conformément aux prescriptions du ministre des finances, du commerce et de l'industrie, les organismes et établissements assurant la distribution de l'électricité (annexe IV du présent arrêté) doivent informer par tous moyens appropriés et le plus longtemps possible à l'avance les usagers concernés par les délestages.

Article 5 : Les présentes dispositions seront portées à la connaissance des usagers inscrits sur les listes annexées au présent arrêté par les organismes et établissements assurant la distribution de l'électricité (annexe IV) du présent arrêté.

Article 6 : Les annexes à l'arrêté n°34/2007/SIDPC du 16 juillet 2007 sont abrogées et remplacées par le présent arrêté.

Article 7 : Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont information sera faite aux usagers inscrits sur les listes.

Nancy, le 4 mars 2010

Pour le préfet,
 Le sous-préfet, directeur de cabinet,
 Frédéric BERNARDO

La présente décision peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois, auprès du Tribunal Administratif de NANCY – 5 place de la Carrière - CO 20038 - 54036 NANCY CEDEX.

ANNEXE I à l'arrêté n°11/2010/SIDPC

LISTE DES USAGERS RELEVANT DU SERVICE PRIORITAIRE A L'ELECTRICITE

CATEGORIE A : Etablissements sanitaires

Etablissement	Adresse	Commune
Centre sanitaire « les rives du château »	33, rue du Château	BLAMONT
Hôpital intercommunal local 3H santé	17, rue Voise	BLAMONT
Centre médical Stern	4, ave Clémenceau	BRIEY
Hôpital Maillot	31, ave Albert de Briey	BRIEY
Hôpital local intercommunal 3H santé	62, rue R Poincaré	CIREY SUR VEZOUZE
Hôpital J. d'Arc	route nationale 4	DOMMARTIN LES TOUL
Polyclinique Louis Pasteur	7, rue Parmentier	ESSEY LES NANCY
OHS (CEM/IME/IR/MRC/CRE/COCÉE)	46 rue du Doyen Parisot	FLAVIGNY/MOSELLE
CPN + MAS	1 rue du Dr Archambault	LAXOU
MAS du CPN	1 rue du Dr Archambault	LAXOU
Centre de Réadaptation UGECAM	4 rue du Professeur Montaut	LAY ST CHRISTOPHE
MAS de Lunéville	8, rue Caumont de force	LUNEVILLE
Laboratoire Saint Remy	28 rue de la Pologne	LUNEVILLE
Centre hospitalier	2, rue Level	LUNEVILLE
Clinique Jeanne d'Arc (CHU Nancy)	26, rue Charles Vue	LUNEVILLE
Institut J.B. Thiéry	13, rue de la République	MAXEVILLE
Institut J.B. Thiéry – MAS -	8 rue de la Seille	MAXEVILLE
ALTIR (entre autodialyse)	Zone St Jacques - rue Blaise Pascal	MAXEVILLE
Clinique St-Don	11 rue Blaise Pascal	MAXEVILLE
Laboratoire Aubert	13, rue Blaise Pascal	MAXEVILLE
SOLIME (centre d'imagerie Jacques CALLOT)	13 Bis Blaise Pascal	MAXEVILLE
CH de Mont St Martin (Alpha Santé)	4, rue A Labbé	MONT ST MARTIN

Etablissement	Adresse	Commune
MAS Alpha Santé	Rue de la Bannie	MONT ST MARTIN
Clinique Ambroise Paré	rue Ambroise Paré	NANCY
Laboratoires des Drs Baillet/Germain/Teboul	70, rue Stanislas	NANCY
Laboratoire Cinqualbre	2, rue des 4 Eglises	NANCY
Laboratoires Paulus & Vadulga	1170, Avenue Pinchard	NANCY
Polyclinique de Gentilly + urgences	rue Marie Marvingt	NANCY
Polyclinique Majorelle	1240, avenue Pinchard	NANCY
NANCY-MAS+FDTde l'ALAGH	6 Avenue Pinchard	NANCY
Hôpital Maringer-Villemin-Fournier	34, quai de la bataille	NANCY
Ets de Transfusion sanguine (ESF)	9/11 rue Lionnois	NANCY
Hôpital marin	29, ave du M. de Lattre de Tassigny	NANCY
Maternité régionale	10, rue du D Heydenreich	NANCY
Centre long séjour St Stanislas	rue des fabriques	NANCY
Clinique de traumatologie	49, rue Hermite	NANCY
Hôpital central et St Julien	29, ave du M. de Lattre de Tassigny	NANCY
Hôpital local de Pompey	3, rue de l'Avant Garde	POMPEY
Hôpital local intercommunal Pompey/Lay-St-Christophe	3, rue Avant garde	POMPEY
Laboratoire SIEST	9 rue Fabvier	PONT A MOUSSON
Laboratoire Verdier	29, rue St Laurent	PONT A MOUSSON
Centre hospitalier	place Colombé	PONT A MOUSSON
CAP'S Rosières aux salines EPCPH-MAS	Rte de Saffais	ROSIERES AUX SALINES
Centre hospitalier site centre Rion	1, cours R Poincaré	TOUL
Centre hospitalier site St Charles	1, cours R Poincaré	TOUL
Laboratoire Thouvenin Gonthier	11, rue de la République	TOUL
Hôpital deBrabois	rue du Morvan	VANDOEUVRE
AEIM - MAS	rue de Ludres - Zac Brabois	VANDOEUVRE
ALTIR Hôpitaux de Brabois	allée du Morvan	VANDOEUVRE
Clinique Saint André	102, Avenue Jean Jaurès	VANDOEUVRE
Centre Alexis Vautrin	avenue de Bourgogne - Brabois	VANDOEUVRE
Ets Français du Sang	avenue de Bourgogne / rue du Morvan	VANDOEUVRE
ARAILLOR (aide aux insuffisants respiratoires)	2 route de Mirecourt	VANDOEUVRE
Foyer expérimental AGI(FDT)	8 Rue des Myosotis	VANDOEUVRE

CATEGORIE B : Etablissements touchant la sécurité

Etablissement	Adresse	Commune
Office d'hygiène sociale (ERA)	rue de Mirecourt	FLAVIGNY/MOSELLE
Station de pompage centrale EDF		BLENOD LES PAM
Auxiliaire centrale thermique (Services Secours Auxiliaires)		BLENOD LES PAM
RTE système électrique Est	8 bis rue de Versigny BP110	VILLERS LES NANCY
P. C. de la Circulation Urbaine	40, rue de Mont Désert	NANCY
Maison d'arrêt de Nancy	300, rue de l'abbé Haltebourg	MAXEVILLE - NANCY
ACR EST	1, rue Paul Verlaine 54310	HEMEL
Sces auxil. du poste répartiteur EDF		HOUDREVILLE
Passage souterrain Charles III	rue Charles III	NANCY

CATEGORIE C : Etablissements industriels

Etablissement	Adresse	Commune
BRENNTAG	ZI Croix de Metz	TOUL
Station de compression de gaz		LANEUEVELLOTTE
Stockage souterrain GAZ-EDF		CERVILLE

Cie salins du Midi et de l'Est	12 chemins de la Saline	VARANGEVILLE
NOVACARB	Usine de la Madeleine	LANEUVILLE DT NANCY
AIR LIQUIDE Santé France	39 all des grands Pâquis	HEILLECOURT
LORMINES		MANCIEULLES
LORMINES		MAINVILLE
Ciments VICAT	16 rue de Pierreville	XEUILLEY
KIMBERLEY CLARCK SNC	route de Toul	VILLEY ST ETIENNE
MB automotive	ZI les trembles	VILLERS LA MONTAGNE
SOLVAY Carbonate France	2 rue Gabriel Péri	DOMBASLE
Sté aciers armatures	1 rue Victor de Lespinsats	NEUVES-MAISONS

ANNEXE II à l'arrêté n°11/2010/SIDPC

LISTE SUPPLEMENTAIRE D'USAGERS POUVANT BENEFICIER DANS LA LIMITE DES DISPONIBILITES
D'UNE CERTAINE PRIORITE EN CAS D'URGENCE

I - Etablissements sanitaires

Etablissement	Adresse	Commune
ULSD Pasteur (Alpha Santé)	15 rue St Juste	VILLERUPT
ULSD les Peupliers (Alpha Santé)	Avenue du 11 décembre 18	VILLERUPT
Laboratoire SYMBIOSE	17 rue Foch	VILLERUPT
Foyer A. Croizat	4 rue St Guérin	BLENOD LES PAM
Résidence Philippe de Gueldres	place Colombé	PONT A MOUSSON
UPPAM (CPN)	Place Colombé	PONT A MOUSSON
Résidence « La Grande Muraille »	2 rue de la résistance	DAMELEVIERES
Maison de retraite St Firmin	5 rue Barre	ST FIRMIN
EPSOR Rosières		BAYON
Maison de retraite St Charles	23 grande-rue	BAYON
Maison de retraite - la sainte famille	17 rue bois le duc	VANDOEUVRE
Laboratoire LABOLIO	1 bld Cattenoz	VILLERS LES NANCY
Maison de retraite Ste Thérèse	50 rue de la gare	LUDRES
Lab. centre de médecine préventive	2 avenue du doyen Parisot	VANDOEUVRE
Office d'hygiène Sociale	1 rue du Vivarais	VANDOEUVRE
Association hospitalière St Eloi	5 rue Aristide Briand	NEUVES-MAISONS
Foyer résidence André Clerbout	rue Pierre Mendes France	NEUVES-MAISONS
Laboratoire biologique et médical Fresse	108 bld Jean Jaurès	NEUVES-MAISONS
M.A.P.A.D. St-Eloi	14 rue Boyard	NEUVES-MAISONS
FPA	rue du général de Gaulle	MALZEVILLE
Résidence foyer club Poincaré	rue Poincaré	BOUXIERES AUX DAMES
Laboratoire BARTHEL METAIZEAU	2 rue de la commanderie	NANCY
Résidence de Boudonville	1 rue St Bodon	NANCY
Maison de retraite – ND du Bon Repos	34 avenue du général Leclerc	MAXEVILLE
Foyer résidence « Les Fourasses »	1 bis, rue de la papeterie	CHAMPIGNEULLES
Maison de retraite B. de Courcelles	3 rue de l'Eglise	LAY ST CHRISTOPHE
Foyer du dr crosmarie	allée de la louvière	TOUL
« Les Grands Jardins »	4 rue de la gare	COLOMBEY LES BELLES
FAS-EPC(Pur personnes handicapées)	7 rue de Bertrambois	CIREY S/ VEZOUZE
3H santé Badonviller maison de retraite	6 rue Chanzy	BADONVILLER
Foyer - CAP'S Rosières	1 rue Tante Odile	ANGOMONT
CAP'S de Rosière/EPC/FAS	19/21 rue Raymond Poincaré	CIREY SUR VEZOUZE
FAS - EPC - CAP'S Rosières	80 rue du 18 Novembre	BLAMONT
AEIM –IME « Georges Finance »	4 avenue JF Kennedy – BP 70003	TOUL
IME+rééducation St Camille	poste de Velaine – RN4	VELAINE EN HAYE
Foyer du Dr Douzain	cours Raymond Poincaré	TOUL

Etablissement	Adresse	Commune
Laboratoire ST MANSUY	10 rue Albert 1er	TOUL
Résidence A. Picquot	quai de la glacière	TOUL
Résidence A. Croizat	2 rue Ambroise Croizat	AUDUN LE ROMAN
Maison de retraite « les sablons »	34 rue de Saulxures	PULNOY
Maison de convalescence	4 rue de la Grande Ozeraille	SEICHAMPS
Laboratoire AUBERT	66 avenue Carnot	ST MAX
Résidence du Clos Pré	rue du clos pré	ST MAX
Lab.d'analyses médicales Cussenot Basthel	45 avenue Foch	ESSEY LES NANCY
Maison de retraite St Joseph Bas Chat.	2 rue de Dommartemont	ESSEY LES NANCY
FPA Marronniers	2 bis, rue des vannes	POMPEY
Lab.d'analyses médicales Le Vieux Moulin	89 rue de l'hôtel de ville	FROUARD
HLI Pompey - maison retraite - résidence Beau Site	47 av Mozart	LIVERDUN
Laboratoire d'analyses médicales	2 rue de Nancy	FROUARD
Lab. d'analyses médicales St Rémy	39 rue de la division Leclerc	BACCARAT
Maison de repos et de convalescence "Le Château"	25 bis, Rue du Parc	BACCARAT
Maison hospitalière	24 rue de l'Abbé Munier	BACCARAT
FPA	17 rue Pasteur	BACCARAT
FAS - CAP'S Rosière (annexe)	Avenue Division Leclerc	BADONVILLERS
Maison de retraite	rue du Bac	BLAINVILLE S/ L'EAU
CAP'S du Rosière/FAS	Rue de la Barollière	LUNEVILLE
FPA St Jacques	13 place St Jacques	LUNEVILLE
AEIM-IME « Jean l'Hôte »	chemin du Harquet	LUNEVILLE
IME+RR2D OHS « Les terrasses Mehon »	24 rue François Richard	LUNEVILLE
Maison de retraite La Fontaine Lincourt	rue du puits gros yeux	EINVILLE AU JARD
FPA	3 ruelle du Jard	GERBEVILLER
Maison de retraite « sœur Julie »	16 rue Maurice Barrès	GERBEVILLER
FPA Boffrand	12 bis, rue Boffrand	LUNEVILLE
FPA Ménil	34 rue de Ménil	LUNEVILLE
Résidence de l'age d'or	19 rue Haxo	ST CLEMENT
Unité psychologique médicale	5 rue Level	LUNEVILLE
Laboratoire CREHANGE	4 bis rue de la liberté	PIENNES
CAP'S de Rosière (siège) FAS-ESAT-Foyer	4 rue Léon Parisot	ROSIERES AUX SALINES
Foyer - Hebergement - CAP'S de Rosières	Rue Léon Boucheron	ROSIERES AUX SALINES
Maison de retraite	rue du Paquis des Toiles	ROSIERES AUX SALINES
AEIM-IME « Raymond Carel »	2 rue des Martyrs du Nazisme BP53	ST-NICOLAS-DE-PORT
Centre hospitalier spécialisé (antenne CPN)	3 rue du Jeu de Paume	ST-NICOLAS-DE-PORT
Laboratoire ZANNAD	5 rue Jolain	ST-NICOLAS-DE-PORT
Lab. d'analyses médicales et biologiques Berthet	2 rue de la Mortagne	LAXOU
FPA Le Clairlieu	boulevard des essarts	VILLERS LES NANCY
Résidence l'Oseraie	27 rue de Maréville	LAXOU
Maison de retraite HOTELIA	8 rue de la Saône	LAXOU
Résidence automne paisible	22 avenue O'Gorman	LONGUYON
Laboratoire d'analyses médicales de Korwin	32 rue de Sète	LONGUYON
Maison de retraite « les bruyères »	Rue de la piscine	JOUDREVILLE
Laboratoire d'analyses médicales Dorion	21 place de l'hôtel de ville	LONGUYON
Résidence les Marronniers	avenue nouvelle	LONGUYON
Centre Jacques Parisot	78 rue Jacques Callot	BAINVILLE S/ MADON
FPA Les Fougères	1 rue du bon curé	LUDRES
Laboratoire ANABIO	820 avenue du bon curé	LUDRES
Maison de retraite	2 rue St Louis	LONGWY
AEIM – IME « Les 3 Tilleuls »	1 rue des Tilleuls	CHENIERES
FPA	2 rue René Getti	LONGLAVILLE

Etablissement	Adresse	Commune
Laboratoire biologique et médical Weber	1 rue du tramway	LONGWY
FPA Rameau	1 rue Stanislas	LONGWY
Lab. d'analyses médicales Gambirasio	6 rue Ordemer	LONGWY
Laboratoire biologique et médical Degeorges	9 rue Mercy	LONGWY
Résidence Blanche de Castille	rue Blanche de Castille	HERSERANGE
Centre de moyen séjour	1 rue Louis Pasteur	FAULX
Maison de retraite "La Rochelle"	rue Emile Baraban	FAULX
Résidence Monmousseau	5 rue de l'Eglise	AUBOUE
Association hospitalière - maison retraite	Le Cantou	JOEUF
Association hospitalière Joeuf hôpital	26 rue St Robert	JOEUF
Résidence Jean Moulin	rue de Ravenne	JOEUF
Résidence Maurice Peltier	rue du commerce	JOEUF
FPA	rue Denfert Rochereau	HOMECOURT
Lab.d'analyses médicales du grand chêne	1 place Foch	HOMECOURT
Maison de retraite St Dominique	70 rue de Metz	MARS LA TOUR
FPA Ambroise Croizat	rue Jeanne d'Arc	JARNY
Maison de retraite Fidry	26 rue Roland Daret	LABRY
Lab. d'analyses médicales Mathieu	22 avenue Parron	JARNY
Maison de retraite « les lilas »	65 rue Emile Zola	JARNY
FPA Les Remparts	50 avenue du 8 Mai 1945	LONGWY
Maison de retraite « Beau Site »	1 chemin d'Ormes	HAROUE
FPA	2 quai du Brénon	VEZELISE
Institution jeunes aveugles « Les 3 Fontaines »	avenue de la Libération	VEZELISE
Laboratoire biologique et médical du Saintois	5 rue de la carrière	VEZELISE
Maison de retraite St Charles	rue Notre Dame	VEZELISE
Institut de rééducation « L'Escale »	15 rue St Charles	JARVILLE
Institut des jeunes sourds la Malgrange	rue Joseph Piroux	JARVILLE
AEIM - IME Raymond Carel	1 rue Eugénie Bergé	VANDOEUVRE
Laboratoire CHEVALIER LAMY	les nations 23 bld de l'Europe	VANDOEUVRE
FPA Donop	27 rue du colonel Grandval	NANCY
Maison de retraite israéliite (S.Bénichou)	rue Hoche	NANCY
Laboratoire biologique et médical	place Gérard d'Alsace	VANDOEUVRE
FPA G. Moulleron	137 avenue Gabriel Moulleron	NANCY
Maison de retraite St Sauveur	35 rue Victor Prouvé	NANCY
FPA Les Jonquilles	1 avenue des jonquilles	VANDOEUVRE
FPA Haussonville	42 avenue du général Mangin	NANCY
FPA Paul Adam	rue Jean Giraudoux	VILLERS LES NANCY
Laboratoire COLLIN PUPIL	9 square de Liège - Montet Octroi	VANDOEUVRE
Maison de retraite La Verrière	6 bis, rue Albert 1er	VILLERS LES NANCY
FPA Pichon	20 rue de l'abbé Grégoire	NANCY
Lab. d'analyses médicales Musquar-Herbillon	17 rue de la république	JARVILLE
Maison hospitalière St Charles	56 bis, rue des 4 Eglises	NANCY
FPA Guérineau	14 place du colonel Fabien	NANCY
Centre maternel départemental	9, rue du D Heydenreich	NANCY
Institut Régional de réadaptation	75, Boulevard Lobau	NANCY
Centre de rééducation Florentin sis.	2, rue (ou chemin) des 5 piquets	NANCY
Maison de retraite du Haut du Bois	23 avenue du Gal. De Gaulle	JARVILLE
Clinique St Jean	5 rue Provençal	NANCY
Institut régional de réadaptation Nancy	35 rue Lionnois	NANCY
Labos faculté de médecine	rue Lionnois	NANCY
Laboratoire Aubert	22, rue des Carmes	NANCY
Maison de retraite Notre Maison	52 rue des jardiniers	NANCY

Etablissement	Adresse	Commune
Institut de rééducation « Gai Soleil »	14 rue de Metz	NANCY
Maison de retraite St Rémy	17 rue du chanoine Jacob	NANCY
Laboratoire VALLEE	31 rue Grandville	NANCY
FPA	rue Aristide Briand	TOMBLAINE
AEIM – IME « Les Orchidées »	10 rue Albert 1er	BRIEY
Lab. d'analyses médicales Mairey	9 rue de Metz	BRIEY
Résidence René Pernet	rue Kauenne	BRIEY
AEIM – IME « Claude Monet »	121 rue de l'abbé de l'Epée	PONT A MOUSSON
Lab. Le Breuil SIEST DOLEANS	248 avenue Henri Dunant	PONT A MOUSSON
Foyer résidence Dr Jean Claude	28 rue de Nivoy	PAGNY SUR MOSELLE
Laboratoire SCHIRRAZ SCHUHMACHER	3 rue des Aulnois	PAGNY SUR MOSELLE
Home du Rupt de Mad	8 grande rue	ONVILLE
CAP'S de Rosière/EPC/FAS	5 bis rue du cimetière	THIAUCOURT
CAP'S de Rosière/FAS	Rue du bas moulin	THIAUCOURT
Maison de retraite Ste Sophie	2 rue Henry Poulet	THIAUCOURT/REGNIEVILLE
FPA « Le Couarail »	rue de la petite Embarie	DOMBASLE
Lab.d'analyses médicales Zanad Watrin	54 rue Gabriel Péri	DOMBASLE
Maison de retraite St Charles	30 rue Collot	DOMBASLE
FPA « Le Rond Caillou »	rue Fanny	DOMBASLE
FPA Les Chardonnerets	rue Victor Hugo	VARANGEVILLE

II – Etablissements touchant la sécurité

Etablissement	Adresse	Commune
Caserne des pompiers	avenue de la Libération	NANCY
Centre d'éducation des déficients visuels	8 rue de Santifontaine	NANCY
Station de pompage	Zac de Brabois	VANDOEUVRE
Ecole Nale d'agronomie et industries alimentaires.	2 ave. de la forêt de Haye	VANDOEUVRE
Station de pompage de Bellevue		VANDOEUVRE
Caserne des pompiers	rue Nicolas Cugnot	NEUVES-MAISONS
Station de pompage de Boudonville		NANCY
Caserne des pompiers	Route départementale 400	ECROUVRES
Centre de détention d'Ecrouves	323 route de Pagney	ECROUVES
Centre de détention	804 rue du Mal. Lyautey	TOUL
Station de relevage des eaux		AINGERAY
Puits 3 et 3 secours		SERROUVILLE
Station de pompage de Mainvaux		ST MAX
Barrage		AINGERAY
Station de relevage des eaux	rue RICHARD	LUNEVILLE
Station de pompage		LUNEVILLE
Station de pompage de Joudreville		PIENNES
Station de pompage	haut de Blémont	HEILLECOURT
Station d'épuration eaux usées		LANEUVEVILLE
Caserne des pompiers	place Jean Jaurès	ST-NICOLAS-DE-PORT
Station de pompage	Haut du Lièvre	NANCY
Station de pompage de DORLON		LONGUYON
Station de relevage des eaux		MESSEIN
Station d'épuration eaux usées		AUBOUE
Station d'épuration eaux usées		MOINEVILLE
Cie des eaux et de l'ozone station épuration		BRIEY
SOCEA pompage		JOEUF
Syndicat des eaux du SOIRON		MOINEVILLE
CGE station traitement eaux DROITAUMONT		JARNY

Etablissement	Adresse	Commune
Caserne des pompiers	6, route de Longwy	LEXY
Station St Charles (usine AEP)	rue Gabriel Péri	VANDOEUVRE
Centre distribution mixte EDF-GDF		NANCY
Conseil général de Meurthe-et-Moselle	rue du sergent Blandan	NANCY
Caserne des pompiers	boulevard Joffre	NANCY
Station Imbeaux/St Charles (usine AEP)	Rue de Norvège	VANDOEUVRE
Caserne des pompiers	avenue Désiré Masson	VANDOEUVRE
Hôtel de ville	1, place Stanislas	NANCY
Préfecture de Meurthe-et-Moselle	1 rue du préfet Erignac	NANCY
Aérodrome Nancy-Essey		TOMBLAINE
Caserne des pompiers	Rue Jean Moulin	TOMBLAINE
Caserne des pompiers	22 rue de Metz	BRIEY
Station de pompage du Dolhain		BRIEY
Caserne des pompiers	146 allée Ampère	PONT A MOUSSON
Coopérative agricole de Lorraine	Rue bois de pretre	PONT A MOUSSON
Station de pompage		MAIDIÈRES
Station de pompage		ARNAVILLE
Relais Thiaucourt BT		THIAUCOURT
Syndicat des eaux		MANCIEULLES
Station d'épuration eaux usées		MAXEVILLE

III – Etablissements industriels

Etablissement	Adresse	Commune
Pompes immergées		LIVERDUN
PERMALI COMPOSITES S.A.	8, rue A Fruchard	MAXEVILLE
CFC DAUM	Rue cristalleries	VANNES LE CHATEL
Station de pompage	usine de la croisette Toul Valcourt	TOUL
DELIPAPIER	ban la dame	FROUARD
Union coopérative agricole (UCA)	Pointe Frouard	FROUARD+BELLEVILLE
Cristalleries		BACCARAT
Société européenne de galvanisation		BACCARAT
Faïenceries de St Clément		ST-CLEMENT
Société SOPRACO	rue des Souches	BEUVEILLE
Usine AEP de Cosnes et Romain		COSNES/ROMAIN
UIOM NANCY ENERGIE	226 rue Victor	LUDRES
St Hubert	870 rue Denis Papin (ZI)	LUDRES
Manoir industries	Rue de Pompey	CUSTINES
Musée zoologique	34, rue Ste Catherine	NANCY
Grands moulins de Paris (VILGRAIN)	2, rue Château salins	NANCY
Société CARBONE LORRAINE	2, rue Jules Ferry	PAGNY SUR MOSELLE
Saint Gobain PAM	service agglomération	DIEULOUARD
Lorraine Tubes	500 en période normale, 1400 en période de gel	LEXY

ANNEXE III à l'arrêté n°11/2010/SIDPC

Liste supplémentaire des usagers prioritaires au restage (au sens de l'art.5 ter de l'arrêté ministériel du 5 juillet 1990)

NEANT.

ANNEXE IV à l'arrêté n°11/2010/SIDPC

ADRESSES DES DISTRIBUTEURS

ELECTRICITE RESEAU DISTRIBUTION FRANCE (ERDF)
URE Champagne Ardenne Agence Conduite régionale postes sources (ACR-CAR)
ZI de l'Etoile Rue Pierre Latecoere
08300 Rethel

RTE EDF Transport SA (RTE SEE)
Système Electrique Est
Service relations clientèle
8 bis rue de Versigny
BP 10110
54602 VILLERS-LES-NANCY CEDEX

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau des procédures environnementales

Extrait de l'arrêté du 4 mars 2010 portant 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par forage communal, à MERVILLER et par la commune de MERVILLER b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de MERVILLER, énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine sur la commune de MERVILLER ;

ARRETETitre I – Dispositions généralesArticle 1^{er} - Objet

Le présent arrêté concerne :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par forage communal sur la commune de MERVILLER et par la commune de MERVILLER ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ce point d'eau ;
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 2 - Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par forage communal de MERVILLER ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour du point d'eau ainsi que la définition des prescriptions associées à ces périmètres.

Titre II – Dérivation des eaux

Article 3 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par le captage ci-après identifié :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II (m)		Altitude (m)
				X =	Y =	
Forage communal	MERVILLER	G 419	02698X0001/F	927 906	2 395 991	291

Article 4 - Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder 12 m³/h et 50 000 m³/an.

Article 5 - Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Article 6 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m³/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m³/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

Article 7 - Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

Titre III – Périmètres de protection du point d'eau

Article 8 - Définition des périmètres de protection

Le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

8-1 Périmètres de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du forage communal est situé sur la commune de MERVILLER et concerne les parcelles ci-dessous :

Commune	Lieu dit	N° de parcelles	Surface
MERVILLER	Le village	G 417p1	18a58
MERVILLER	Le village	G 419	1a03

8-2 Périmètres de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée est situé sur la commune de MERVILLER et concerne les parcelles suivantes :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
Merviller	B	Entre les deux chemins	296 à 314, 507
Merviller	B	Les houteux	315 à 318, 320 à 324, 327, 566, 568, 571
Merviller	B	Sous les houteux	391 à 397
Merviller	B	A gerva	398 à 412, 414 à 427
Merviller	B	Champ grillot	428 à 436, 525, 526
Merviller	D	Grandes friches	122 à 132, 349, 375, 376
Merviller	D	Bellemandes	133 à 147, 188 à 261
Merviller	D	Pré hameau	262 à 298, 354, 362
Merviller	D	Devant boulaie	299, 301 à 325, 327 à 348, 364, 369, 370
Merviller	E	A la fosse	307, 308, 311 à 318, 326, 327, 329 à 333, 335 à 337, 339 à 349, 361 à 355, 373 à 384, 386 à 409, 411, 412, 452, 457, 465, 466, 473 à 476, 533, 534, 553 à 555, 654, 655
Merviller	E	Pré des fontaines	413 à 417, 453
Merviller	E	Entre deux woivre	418 à 423
Merviller	E	Pré des trepasses	433
Merviller	F	Au paquis	142 à 144, 146 à 149
Merviller	F	48 rue de Montigny	145
Merviller	F	Haut de Veney	164 à 167, 169, 170, 173 à 181, 447 à 450, 470 à 472, 477, 478
Merviller	F	A la corbière	300 à 302, 305 à 358, 411
Merviller	G	Le village	1, 3, 5, 6, 8, 12 à 14, 16 à 18, 20 à 26, 31 à 37, 39, 42, 44 à 46, 49, 50, 54, 57, 58, 65, 68, 74 à 76, 78, 79, 83 à 85, 87 à 89, 92, 93, 96 à 99, 102 à 107, 112, 119, 128 à 132, 134, 135, 140, 141, 143, 150, 154, 155, 158 à 161, 164 à 171, 173, 174, 179, 181 à 183, 186 à 198, 202 à 218, 316, 319, 320, 322, 323, 325, 328, 332 à 335, 342, 343, 355, 365, 368, 371, 372, 374, 377 à 380, 386 à 389, 391, 392, 398, 399, 401, 403 à 408, 411 à 416, 417p2, 418, 420, 435, 436, 438, 440 à 443, 445, 448, 453 à 456
Merviller	G	1 Rue de Montigny	2
Merviller	G	5 Rue de Montigny	7
Merviller	G	7a Rue de Montigny	11
Merviller	G	9 Rue de Montigny	15
Merviller	G	11 Rue de Montigny	19
Merviller	G	15 Rue de Montigny	27
Merviller	G	17 Rue de Montigny	28
Merviller	G	19 Rue de Montigny	29
Merviller	G	21 Rue de Montigny	30
Merviller	G	23 Rue de Montigny	38
Merviller	G	25 Rue de Montigny	40
Merviller	G	31 Rue de Montigny	51
Merviller	G	33 Rue de Montigny	52
Merviller	G	35 Rue de Montigny	53
Merviller	G	39 Rue de Montigny	59
Merviller	G	41, Rue de Montigny	60
Merviller	G	9004, Rue de Montigny	63
Merviller	G	64b, Rue de Montigny	64
Merviller	G	40, Rue de Montigny	66
Merviller	G	38, Rue de Montigny	67
Merviller	G	36, Rue de Montigny	69
Merviller	G	34, Rue de Montigny	70
Merviller	G	32, Rue de Montigny	71
Merviller	G	30, Rue de Montigny	72
Merviller	G	28, Rue de Montigny	73
Merviller	G	26, Rue de Montigny	77
Merviller	G	22, Rue de Montigny	81
Merviller	G	20, Rue de Montigny	82
Merviller	G	18, Rue de Grammont	86
Merviller	G	18, Rue de Montigny	90
Merviller	G	16, Rue de Montigny	91
Merviller	G	14, Rue de Montigny	94
Merviller	G	12, Rue de Montigny	95
Merviller	G	10, Rue de Montigny	100
Merviller	G	8, Rue de Montigny	101
Merviller	G	1, Rue de Grammont	120
Merviller	G	42, Rue de Montigny	121
Merviller	G	9007, Rue de Montigny	127

Merviller	G	3, Rue de Grammont	133
Merviller	G	5, Rue de Grammont	136
Merviller	G	2, Rue de Grammont	138
Merviller	G	4, Rue de Montigny	139
Merviller	G	6, Rue de Grammont	142
Merviller	G	12, Rue de Grammont	146
Merviller	G	14, Rue de Grammont	147
Merviller	G	20, Rue de Grammont	151
Merviller	G	24, Rue de Grammont	156
Merviller	G	26, Rue de Grammont	157
Merviller	G	26b, Rue de Grammont	163
Merviller	G	15, Rue de Grammont	172
Merviller	G	9008, Rue de Grammont	175
Merviller	G	13d, Rue de Grammont	176
Merviller	G	13c, Rue de Grammont	177
Merviller	G	13, Rue de Grammont	184
Merviller	G	9009, Rue de Grammont	185
Merviller	G	Derrière la core	219 à 238, 240 à 253, 255, 256
Merviller	G	17, Rue de Grammont	239
Merviller	G	19, Rue de Grammont	254
Merviller	G	Behaie	257 à 262, 264 à 266, 269, 272 à 280, 285, 287 à 295, 317, 336 à 341, 356 à 362, 422, 423
Merviller	G	9006, Rue de Grammont	263
Merviller	G	30, Rue de Grammont	270
Merviller	G	34, Rue de Grammont	282
Merviller	G	32, Rue de Grammont	283
Merviller	G	Au jadenot	303 à 312, 314, 315, 363, 364, 394 à 397, 424 à 429
Merviller	G	44, Rue de Montigny	318
Merviller	G	37, Rue de Montigny	321
Merviller	G	7, Rue de Montigny	324
Merviller	G	6b, Rue de Grammont	327
Merviller	G	28, Rue de Grammont	329
Merviller	G	11, Rue de Grammont	390
Merviller	G	9a, Rue de Grammont	393
Merviller	G	Rue de Montigny	409
Merviller	G	4, Rue de Montigny	410
Merviller	G	6, Rue de Montigny	421
Merviller	G	3, Rue de Montigny	430
Merviller	G	1a, Rue de Montigny	432
Merviller	G	1b, Rue de Montigny	433
Merviller	G	1c, Rue de Montigny	434
Merviller	G	8, Rue de Grammont	444
Merviller	G	10, Rue de Grammont	446
Merviller	G	24, Rue de Montigny	447
Merviller	G	2, Rue de Montigny	449
Merviller	G	29, Rue de Montigny	450
Merviller	G	22, Rue de Grammont	451, 452
Merviller	G	7, Rue de Grammont	459 à 461
Surface totale de l'emprise du périmètre de protection rapprochée :			177ha33a98

8-3 Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée se situe sur les communes de MERVILLER et VACQUEVILLE et s'étend sur une surface de 320 hectares environ.

Un plan du périmètre de protection éloignée est annexé au présent arrêté.

Article 9 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

9-1 Périmètre de protection immédiate

Les terrains nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate seront la propriété de la commune de Merviller et devront le rester. Ils devront être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

Les surfaces sont déboisées et régulièrement entretenues. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

9-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

En ce qui concerne les travaux souterrains :

- les forages autres que les forages de reconnaissance ou d'exploitation destinés à l'alimentation en eau potable d'une collectivité ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ;
- l'ouverture d'excavations autres que les carrières de plus de 3 mètres de profondeur ;
- la réalisation de mares et étangs.

En ce qui concerne les stockages et les dépôts :

- la création de décharges contrôlées et de dépôts de produits radioactifs.

Les canalisations :

- d'hydrocarbures, de produits chimiques de synthèse.

Les nouvelles constructions :

- d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
- de voies navigables.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée est réglementé :*En ce qui concerne les travaux souterrains :*

- le remblaiement d'excavations ou l'exhaussement du sol sera réalisé à l'aide de matériaux naturels strictement inertes.

En ce qui concerne les stockages et dépôts :

- tout nouvel ouvrage de stockage, y compris les stockages de pesticides, produits phytosanitaires, hydrocarbures et produits chimiques de synthèse sera sécurisé par un dispositif conforme à la réglementation du type local étanche.

D'une manière générale tous faits ou activités non explicitement cités mais susceptibles d'altérer la qualité de l'eau, d'en modifier les caractéristiques ou le sens d'écoulement seront soumis à l'avis de l'hydrogéologue agréé.

*9-3 Périmètre de protection éloignée :*A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :*En ce qui concerne les travaux souterrains :*

- la création de forage autre que les forages de reconnaissance ou d'exploitation destinés à l'alimentation en eau potable d'une collectivité, sera soumise à une demande d'autorisation accompagnée d'un document d'incidence.
- le remblaiement d'excavations ou l'exhaussement du sol sera réalisé à l'aide des matériaux naturels strictement inertes.

En ce qui concerne les stockages et dépôts :

- tout nouvel ouvrage de stockage de pesticides et produits phytosanitaires sera sécurisé par un dispositif conforme à la réglementation du type local étanche.

En ce qui concerne les constructions :

- la création d'une installation classée pour la protection de l'environnement autre qu'agricole, même celle relevant du régime de la déclaration, fera l'objet d'une étude hydrogéologique pour évaluer le risque de pollution et déterminer la nécessité d'un réseau de contrôle des eaux souterraines et définir les éventuelles mesures de protection spécifique.

D'une manière générale tous faits ou activités non explicitement cités mais susceptibles d'altérer la qualité de l'eau, d'en modifier les caractéristiques ou le sens d'écoulement seront soumis à l'avis de l'hydrogéologue agréé.

Article 10 - Travaux à réaliser

Acquisitions des parcelles nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai de deux ans :

- clôturer le périmètre de protection immédiate ;
- rénover le local situé dans le périmètre de protection immédiate afin de rétablir l'étanchéité de la toiture et de supprimer les infiltrations au niveau des parois ;
- vérifier l'état de l'évacuation de la fosse de réception des eaux pluviales du local de pompage afin d'éviter tout risque d'obstruction de celle-ci.
- vérifier la présence d'un clapet anti-retour (ou de tout autre dispositif permettant d'éviter l'intrusion d'animaux à l'intérieur du local de pompage) à l'extrémité de cette évacuation ;
- recenser les stockages de pesticides et de produits phytosanitaires situés dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée.

Article 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations de l'article 9 dans un délai maximum d'un an à compter de la publication du présent arrêté.

Article 12 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 9, fait part de son intention au préfet de Meurthe-et-Moselle, avant tout début de réalisation, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il fournit tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration est faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fait connaître au pétitionnaire les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, sont réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, un dossier unique est constitué par le pétitionnaire regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique lui est alors adressée.

Article 13 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Les maires des communes de MERVILLER et VACQUEVILLE sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

Article 14 - Publicité

Une copie de cet acte est adressée à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Il est affiché à la mairie des communes de MERVILLER et VACQUEVILLE pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les maires des communes de MERVILLER et VACQUEVILLE conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Titre IV – Utilisation de l'eau à des fins de consommation humaine**Article 15 - Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 16 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, selon la réglementation en vigueur.

Titre V – Dispositions diverses**Article 17- Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ou de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

Article 18 - Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée au bureau des recherches géologiques et minières, à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, à l'agence de l'eau Rhin Meuse, au tribunal administratif.

Article 19 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental des territoires, les maires des communes de MERVILLER et VACQUEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 mars 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 19 février 2010 portant 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par le forage de CHENEVIERES, sur et par la commune de CHENEVIERES b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de CHENEVIERES sont évalués à partir de la consommation de pointe quotidienne ;

CONSIDERANT qu'y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de CHENEVIERES ;

ARRETE

Titre I – Dispositions générales

Article 1er - Objet

Le présent arrêté concerne :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par forage sur et par la commune de CHENEVIERES, dénommée ci-après "la collectivité" ;
- 2°) l'établissement du périmètre de protection autour du forage de CHENEVIERES ;
- 3°) l'autorisation d'utiliser de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 2 – Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la collectivité :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine par le forage de CHENEVIERES ;
- 2°) l'établissement du périmètre de protection autour de ce point d'eau ainsi que la définition des prescriptions associées à ce périmètre.

Titre II – Dérivation des eaux

Article 3 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par le captage ci-après identifié :

Appellation	Commune	Lieu-dit	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II étendu (m)		Altitude (m)
					X =	Y =	
Forage de CHENEVIERES	CHENEVIERES	A la Boudière	ZB 3	02692X0038	917 715	2 400 308	272

Article 4 - Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder 200 m³/j et 73000 m³/an.

Article 5 - Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Article 6 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m³/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m³/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

Article 7 - Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

Titre III – Périmètres de protection du point d'eau

Article 8 - Définition du périmètre de protection immédiate

Le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale de la parcelle incluse dans le périmètre de protection immédiate. Celui-ci est situé sur la commune de CHENEVIERES et concerne la parcelle ci-dessous :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelle
CHENEVIERES	ZB	A LA BOUDIERE	3
Surface totale de l'emprise du périmètre de protection immédiate			13a30ca

Article 9 - Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection immédiate

Le terrain nécessaire à la constitution des périmètres de protection immédiate est la propriété de la commune de CHENEVIERES et doit le rester. Il doit être clôturé et n'être accessible qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages de captage et de traitement.

La surface du périmètre de protection immédiate est régulièrement entretenue. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

Toute activité autre que celles précédemment mentionnées est interdite.

Article 10 - Travaux à réaliser

La réflexion sur la diversification de la ressource en eau de la commune doit être engagée.

Article 11 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Le maire de la commune de CHENEVIERES est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur du périmètre de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

Article 12 - Publicité

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Il est affiché à la mairie de CHENEVIERES pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Le maire de la commune de CHENEVIERES conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Titre IV – Utilisation de l'eau à des fins de consommation humaine

Article 13 - Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 14 - Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, de traitements physico-chimiques agréés par le ministère chargé de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Article 15 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, selon la réglementation en vigueur.

Titre V – Dispositions diverses

Article 16 - Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 17 - Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée au bureau des recherches géologiques et minières, à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement du territoire et du logement, à l'agence de l'eau Rhin-Meuse et au tribunal administratif de Nancy.

Article 18 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, le directeur départemental des territoires, le maire de la commune de CHENEVIERES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 février 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire Général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté préfectoral du 5 mars 2010 portant dérogation à la limite de qualité du paramètre mercure total pour les eaux destinées à la consommation humaine distribuées par la commune de VACQUEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT l'obligation de fournir une eau destinée à la consommation humaine respectant les limites et références de qualité fixées par l'arrêté du 11 janvier 2007 ;

CONSIDERANT que la qualité de l'eau distribuée par la commune de Vacqueville présente des teneurs en mercure total supérieures à la limite de qualité fixée à 1 µg/L ;

CONSIDERANT que l'utilisation de cette eau ne constitue pas un danger potentiel pour la santé des personnes, conformément à l'avis du centre antipoison et de toxicovigilance de Nancy du 16 août 2007, si les teneurs ne dépassent pas 6 µg/L pour le mercure inorganique et 1 µg/L pour le mercure organique ;

CONSIDERANT que la qualité de l'eau distribuée par la commune de Vacqueville présente des teneurs en mercure organique très faibles, nettement inférieures à 1 µg/L et des teneurs en mercure inorganique inférieures à 6 µg/L ;

CONSIDERANT l'absence d'autres moyens existants ou raisonnables permettant l'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Vacqueville ;

CONSIDERANT dès lors qu'il y a lieu de déroger à la limite de qualité fixée pour le paramètre mercure ;

CONSIDERANT la demande de dérogation déposée par le maire de la commune de Vacqueville pour une durée de deux ans ;

CONSIDERANT le programme d'amélioration visant à engager des mesures correctives permettant l'amélioration de la qualité des eaux distribuées à la population proposé par le maire de la commune de Vacqueville ;

CONSIDERANT qu'une dérogation doit être accompagnée d'une information de la population ;

CONSIDERANT que les contrôles sur la qualité des eaux seront maintenant renforcés ;

A R R E T E

Article 1er - Objet

La commune de Vacqueville est autorisée à distribuer une eau destinée à la consommation humaine dont la teneur en mercure total dépasse la limite de qualité réglementaire visée à l'article R.1321-2 du code de la santé publique et fixée par l'arrêté du 11 janvier 2007 à 1 µg/L.

Article 2 – Durée de la dérogation

La présente autorisation prend fin dès la mise en place effective d'une solution de substitution permettant la délivrance d'une eau destinée à la consommation humaine conforme aux limites de qualité, ou au plus tard à l'issue d'un délai de deux ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 3 – Valeurs maximales

Les valeurs maximales fixées par la présente dérogation sont de 6 µg/L pour le mercure inorganique et de 1 µg/L pour le mercure organique dont la représentativité est assurée par le dosage du paramètre diméthylmercure.

L'eau issue de la ressource actuelle peut être utilisée par l'ensemble de la population sans exception dès lors que les résultats des prélèvements montrent des teneurs inférieures aux valeurs maximales précitées.

Article 4 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé suivant un programme spécifique renforcé et fixé par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Ce suivi inclut notamment un contrôle tous les deux mois du paramètre mercure total sur la ressource et aux points de mise en distribution ainsi que la réalisation de deux spéciations annuelles sur l'eau brute avant traitement.

Article 5 - Restriction de consommation de l'eau

En cas de dépassement des valeurs fixées à l'article 3, une restriction de consommation est prononcée ; l'eau ne doit plus être utilisée pour la consommation et la préparation des aliments. Le maire prendra toute disposition pour en informer la population. Une analyse de contrôle sera diligentée dans les plus brefs délais par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Article 6 – Recommandations particulières

Les enfants et femmes enceintes sont invitées à limiter leur consommation de poissons carnivores tels que le thon, dorade ou brochet à 2 repas par mois. Les autres poissons peuvent être consommés sans précaution particulière selon les usages courants, conformément à l'avis du centre antipoison et de toxicovigilance de Nancy.

Article 7 - Informations destinées à la population

Le maire de VACQUEVILLE informe les habitants par voie d'affichage et par courrier de la présente dérogation et des modalités qui l'accompagnent. Cette information est effectuée dans un délai de trente jours à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il adresse à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales un courrier signifiant l'accomplissement de cette tâche accompagnée de la note d'information diffusée aux habitants.

Article 8 - Actions destinées à améliorer la qualité de l'eau

Le programme d'actions, proposé par le maire de la commune de VACQUEVILLE et présenté en annexe du présent arrêté, est mis en œuvre.

Le maire de la commune de VACQUEVILLE transmet régulièrement un état d'avancement du programme d'actions qu'il met en œuvre à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Article 9 – Modalités de prolongation de l'autorisation

La mise en service est réalisée dans les délais les plus contraints en deçà de la période dérogatoire et permet de distribuer une eau conforme aux limites de qualités visées à l'article R.1321-2 du code de la santé publique et fixées par arrêté du 11 janvier 2007.

Une seconde dérogation peut être accordée par le préfet dans les conditions fixées à l'article R1321-33 du code la santé publique si les délais ne sont pas tenus par la collectivité, dans la limite d'une durée cumulée ne dépassant pas trois ans.

Le maire de la commune de VACQUEVILLE peut, conformément à l'article R.1321-32 du code de la santé publique, faire la demande auprès du préfet pour l'octroi d'une seconde dérogation en présentant des éléments motivant la demande de prolongation de l'autorisation de distribuer une eau ne respectant pas les exigences de qualité réglementaires. Cette demande devra être adressée au plus tard six mois avant la fin de la période dérogatoire.

Article 10 - Voies de recours

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de VACQUEVILLE pendant toute sa durée d'application.

Article 11 - Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée au bureau des recherches géologiques et minières, à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement du territoire et du logement, à l'agence de l'eau Rhin-Meuse et au tribunal administratif.

Article 12 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, le maire de la commune de VACQUEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 5 mars 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL

PROGRAMME D'ACTIONS MIS EN ŒUVRE POUR PARVENIR AU RETOUR A UNE BONNE QUALITE DE L'EAU :

Monsieur le Maire a lancé un appel d'offre pour constituer une étude hydrogéologique qui a pour objet d'organiser la substitution du captage actuel (source de VENEY) contaminé par le mercure, par une ressource captant une eau de meilleure qualité.

Le bureau d'études ANTEA a été retenu et doit établir un bilan qualitatif et quantitatif sur de l'eau captée en amont du site d'implantation d'une ancienne décharge sauvage, suspectée d'être à l'origine de la contamination au mercure de l'eau. Cette étude a démarré le 1^{er} janvier 2010 et doit se poursuivre jusqu'à la fin du second semestre 2010 afin de permettre l'établissement d'un suivi quantitatif de la ressource pendant la période d'étiage. Si les conclusions issues du rapport sont favorables à la mise en place de cette alternative, Monsieur le Maire engagera alors les travaux de modification du captage et de raccordement aux installations existantes. Les installations de captage de l'eau issue de la source de VENEY seront alors abandonnées.

Dans le cas où l'étude hydrogéologique conclut sur une insuffisance qualitative et/ou quantitative, une solution alternative serait envisagée : le captage d'une nouvelle ressource. En se basant sur une méthode similaire, une étude hydrogéologique sera demandée pour effectuer un bilan qualitatif et quantitatif de la source située sur le territoire de la commune de VACQUEVILLE au lieu-dit « La Ronde Fouie ».

Les travaux seraient plus importants (nécessité de faire un forage, amenée de l'électricité pour le pompage de l'eau et raccordement à la station de traitement actuelle).

Actions curatives

Les travaux visant à distribuer une eau conforme aux exigences de qualité réglementaires dans la commune et préconisés par l'étude hydrogéologique seront réalisés dans les délais les plus contraints.

Dans le cas où ces travaux ne pourraient être terminés dans le délai de 2 ans à compter de la date de signature de l'arrêté préfectoral de dérogation, Monsieur le Maire devra effectuer une demande motivée de dérogation supplémentaire (dans la limite d'une durée cumulée de trois ans, soit la prolongation d'un an de l'actuelle dérogation), conformément aux articles R.1321-31 à R.1321-36 du code de la santé publique.

Actions préventives

Monsieur le Maire continuera à informer régulièrement les habitants de la qualité de l'eau distribuée sur la commune.

Extrait de l'arrêté du 10 mars 2010 établissant des servitudes d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage sur le territoire des communes de BLENOD-LES-PONT-MOUSSON, DIEULOUARD, FRANCHEVILLE, MANONCOURT-EN-WOEVRE, TOUL, TREMBLECOURT, VILLERS-EN-HAYE pour la construction et l'exploitation de la canalisation de transport de gaz " Blénod-les-Pont-à-Mousson – Toul "

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que l'exécution des travaux n'entraînera pas d'inconvénient excessif eu égard à l'intérêt de l'opération ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Est approuvé pour l'établissement des servitudes le projet de détail de l'implantation de la canalisation Blénod les Pont-à-Mousson - Toul sur le territoire des communes de Blénod les Pont-à-Mousson, Dieulouard, Francheville, Manoncourt-en-Woëvre, Toul, Tremblecourt et Villers-en-Haye, tel qu'il a été présenté par GRTgaz les 16 octobre 2009 et 22 octobre 2009 et soumis à enquête publique.

Article 2 : Les parcelles figurant sur les états parcellaires soumis à l'enquête et mentionnés en annexe du présent arrêté sont frappées des servitudes de passage, d'appui, d'ébranchage et d'abattage instituées par l'article 12 modifié de la loi du 15 juin 1906.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché dans les mairies des communes susmentionnées.

Article 4 : La fixation des indemnités de servitudes sera, à défaut d'accord amiable, effectuée par le juge de l'expropriation conformément aux dispositions de l'article 12 modifié de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie.

Article 5 : GRTgaz procédera aux notifications de l'arrêté aux propriétaires, conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 11 juin 1970.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois qui suit sa notification.

Article 7 : MM. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, les maires des communes de Blénod-les-Pont-à-Mousson, Dieulouard, Francheville, Manoncourt-en-Woëvre, Toul, Tremblecourt et Villers-en-Haye, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à MM. le directeur départemental des territoires et le directeur de GRTgaz.

Nancy, le 10 mars 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Annexe à l'arrêté préfectoral du : 10.03.2010

COMMUNES	SECTIONS	PARCELLES
BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON	C	465, 397, 391, 426, 405
DIEULOUARD	ZR	6, 18
	ZS	4
	ZK	38, 40
	ZI	34, 32
FRANCHEVILLE	ZI	10
MANONCOURT-EN-WOEVRE	C	437
TOUL	AD	18, 8, 30
	E	137
TREMBLECOURT	ZB	8
	C	178, 190, 217
VILLERS-EN-HAYE	ZE	33
	ZD	19, 20

Le Préfet,
pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général
François MALHANCHE

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau des réglementations

Extrait de l'autorisation préfectorale n° 214 du 11 janvier 2010 autorisant l'entreprise MAT SECURITE PRIVEE à MAXEVILLE à exercer les activités privées de surveillance et de gardiennage

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

ARRETE

Article 1er – L'entreprise de sécurité privée, société à responsabilité limitée, MAT SECURITE PRIVEE est autorisée à exercer les activités privées de surveillance et de gardiennage telles que définies aux alinéas 1 et 2 de l'article 1er de la loi du 12 juillet 1983 susvisée à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à

- Mademoiselle Khady DIOP,
 - Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique,
 - Monsieur le greffier du tribunal de commerce de NANCY,
- et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 11 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de bureau,
JP DEVIDET

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.

Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54036 NANCY.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête.

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'autorisation préfectorale n° 215 du 14 janvier 2010 autorisant la société NANCY LORRAINE à TOMBLAINE à exploiter un service interne de gardiennage

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que ce service interne est constitué conformément à la législation en vigueur ;

ARRETE

Article 1er – La société anonyme sportive professionnelle NANCY LORRAINE ayant pour objet l'exploitation sous l'enseigne «SASP NANCY LORRAINE» stade Marcel Picot – 90 boulevard Jean Jaurès - TOMBLAINE est autorisée à exploiter un service interne de gardiennage, sous la responsabilité de monsieur Louis BEGEY.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur Louis BEGEY,
 - Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.
- et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 14 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception.

Extrait de l'autorisation préfectorale n° 217 du 19 janvier 2010 autorisant l'Entreprise Lorraine de Surveillance à LONGWY à exercer les activités de surveillance et de gardiennage

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

ARRETE

Article 1er – L'entreprise de sécurité privée, société à responsabilité limitée (associé unique), Entreprise Lorraine de Surveillance – 23, rue des Jardiniers – 54400 LONGWY est autorisée à exercer les activités privées de surveillance et de gardiennage telles que définies aux alinéas 1 et 2 de l'article 1er de la loi du 12 juillet 1983 susvisée à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à

- Monsieur Idris MAMMERI,
 - Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique,
 - Monsieur le greffier du tribunal de commerce de NANCY,
- et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 19 janvier 2010

Pour le préfet,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.

Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54036 NANCY.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête.

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'autorisation préfectorale n° 218 du 4 mars 2010 autorisant la société EUROSTAMP à VILLERS-LA-MONTAGNE à exploiter un service interne de gardiennage

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que ce service interne est constitué conformément à la législation en vigueur ;

ARRETE

Article 1er – La société par actions simplifiée sous l'enseigne «EUROSTAMP» sis 1, avenue Jean Monnet – 54920 VILLERS LA MONTAGNE est autorisée à exploiter un service interne de gardiennage, sous la responsabilité de Monsieur Gilles BERNARDI.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à :

- Monsieur Gilles BERNARDI,
 - Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.
- et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 04 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet,
la directrice des Libertés publiques
Antoinette AUDIA

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception.

Extrait de l'autorisation préfectorale n° 219 du 4 mars 2010 autorisant la société LECLERC SERVICES à VEZELISE à exploiter un service interne de gardiennage

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que ce service interne est constitué conformément à la législation en vigueur ;

ARRETE

Article 1er – La société par actions simplifiée sous l'enseigne «LECLERC SERVICE» sis Avenue Jacques Leclerc – 54330 VEZELISE est autorisée à exploiter un service interne de gardiennage, sous la responsabilité de Madame Valérie WEIBEL.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à :

- Madame Valérie WEIBEL,
- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.

et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 4 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le chef de bureau,
JP DEVIDET

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception.

Extrait de l'arrêté du 4 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LUNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – Le magasin Le Clos des Fleurs, représenté par M. Xavier ILLY, est autorisé à installer 3, avenue de la Libération à LUNEVILLE – 54300, un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.07.0117**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Xavier ILLY, gérant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 72 heures.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur Xavier ILLY, gérant,
- Monsieur le maire de LUNEVILLE,
- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.
- Monsieur le sous-préfet de Lunéville.

Nancy, le 04 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le chef de bureau,
JP DEVIDET

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTRIELLE ET DES MOYENS*Bureau de l'interministérialité***Arrêté N° 10.OSD.05 du 8 mars 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Françoise NOITON, directrice des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics ;

VU le décret du président de la République du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels du 21 décembre 1982, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère de l'économie et des finances et les arrêtés modificatifs des 31 mars 1983, 24 octobre 1983, 5 janvier 1984, 6 août 1984 et 14 février 1991 ;

VU la décision de M. le ministre de l'économie et des finances du 7 juin 1996, confiant la présidence du comité d'hygiène et de sécurité inter directionnel de Meurthe-et-Moselle au directeur des services fiscaux;
 VU la décision du ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État en date du 28 août 2009, d'affecter Mme Françoise Noiton, chef des services fiscaux, à la direction des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} novembre 2009 ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 09.OSD.39 du 26 octobre 2009 accordant à Mme Françoise NOITON délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics ;
 CONSIDERANT qu'à compter du 1^{er} janvier 2010 le programme 218 « Conduite et pilotage des politiques immobilières, financière et industrielle » devient le programme 318 « Conduite et pilotage des politiques économique et financière (hors CHORUS) » ;
 SUR proposition de M. secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

AR R E T E**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE**

Article 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé du 26 octobre 2010 est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} janvier 2010 : à la place de « programme 218 Conduite et pilotage des politiques immobilières, financière et industrielle » lire « programme 318 Conduite et pilotage des politiques économique et financière (hors CHORUS) ».

Article 2 : M. le secrétaire général de la préfecture, Mme la directrice des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle et M. le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 mars 2010

Le Préfet
 Dominique BELLION

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG**

Centre de détention de Toul

Décision du 1^{er} mars 2010 portant délégation de signature

Le Directeur du Centre de Détention de Toul

Vu le décret n°2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le code de procédure pénale et relatif aux décisions prises par l'administration pénitentiaire.
 Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles R57-8 et R57-8-1

D E C I D E

Article 1 : Délégation permanente est donnée à Messieurs Olivier PIPINO et Patrick COLLIGNON, Directeurs adjoints, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Monsieur François SCHMITT, Attaché d'administration, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint

Article 3 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Patrick WERNER, Directeur technique, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 1 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Eric MARKO, Lieutenant assurant les fonctions de chef de détention, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Messieurs les officiers suivants :

- M. ANSTETT Guy, commandant
- M. PETITJEAN Didier, capitaine
- M. BIZET Aymeric, lieutenant
- M. ROBET Philippe, capitaine
- M. CHRISTOPH Claude, lieutenant

aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 3 : Délégation permanente est donnée à Messieurs les personnels d'encadrement et d'application suivants :

- M. BERNARD Fabrice, 1^{er} surveillant
- M. POIRSON Gérard, 1^{er} surveillant
- M. CARBONI Jean-Raymond, 1^{er} surveil.
- M. ROBERT Pascal, major
- M. DJERFI Brahim, 1^{er} surveillant
- M. SIMONIN Thierry, 1^{er} surveillant
- M. FLORENTIN Laurent, 1^{er} surveillant
- M. ZEHREN Christophe, 1^{er} surveillant
- M. GRELOT Eric, 1^{er} surveillant
- M. MULLER Patrick, 1^{er} surveillant

aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Toul, le 1^{er} mars 2010

Le Directeur
 F. GERVAIS

Le Directeur du Centre de Détention de Toul

Donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (articles R57-8 et R57-8-1)
 Aux personnes désignées et pour les décisions administratives individuelles ci-dessous :

Décisions administratives individuelles visées dans la partie réglementaire du code de procédure pénale	Référence textuelle	Directeurs	Attaché d'Administration.	Directeur Technique	Chef de détention	Officiers	Major et 1 ^{ers} surveillants
Sécurité de l'établissement : Usage des armes	D.267 CPP D.283-6 CPP	X			X		
Fouille des détenus	D.275 CPP	X			X	X	X
Utilisation des moyens de contraintes	D.283-3 CPP D.283-4 CPP	X	X		X	X	X
Détermination du niveau des escortes pénitentiaires	D.308 CPP	X			X	X	

Procédure disciplinaire à destination des détenus : Mise en prévention	D.250-3 CPP	X	X		X	X	
Engagement des poursuites disciplinaires	D.250-1 CPP	X			X		
Désignation d'un interprète lors de la commission de discipline pour les détenus qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	D.250-4 CPP	X			X		
Présidence de la commission de discipline et prononcé des sanctions définies aux articles D251 et suivants du code de procédure pénale	D.250 CPP	X			X		
Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions disciplinaires	D.251-4 CPP D.251-8 CPP	X			X		
Retenue au profit du Trésor Public	D.332 CPP	X	X		X		
Procédure d'isolement : Toute décision ou proposition relative à l'isolement	D.283-1 et suivants CPP	X	X		X		
Autorisation d'accès : Etablir les autorisations d'accès à l'établissement visées aux articles D.277, D.389, D.390 et D390-1 du code de procédure pénale	D.277 CPP D.389 CPP D.390 CPP D.390-1 CPP	X	X	X	X		
Décisions administratives individuelles visées dans la partie réglementaire du code de procédure pénale	Référence textuelle	Directeurs Adjoints	Attaché d'Administration	Directeur Technique	Chef de détention	Officiers	Major et 1 ^{ers} surveillants
Suspension de l'habilitation d'un praticien hospitalier	D.388 CPP						
Visites et correspondances : Octroi, retrait ou suspension des permis de visite pour les condamnés	D.403 CPP D.404 CPP D.409 CPP D.411 CPP	X	X		X		
Décision relative à l'utilisation d'un parloir avec dispositif de séparation	D.405 CPP	X	X		X	X	
Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison	D.473 CPP						
Interdiction pour les détenus de correspondre avec des personnes autres que le conjoint ou les membres de la famille	D.414 CPP	X			X		
Retenue de la correspondance d'un détenu	D.415 CPP D.416 CPP	X					
Retenue d'un manuscrit d'un détenu	D.444-1 CPP						
Affectations en cellule : Toute décision relative à l'affectation en cellule	D.84 CPP D.85 CPP D.91 CPP	X			X	X	
Travail, activités à l'établissement : Conclusion d'un contrat de concession de travail pour une durée égale ou inférieure à mois et pour un effectif égal ou inférieur à 5 détenus	D.104 CPP						
Autorisation pour les détenus de travailler à leur propre compte ou pour des associations	D.101 CPP						
Classement, déclasserment ou mise à pied d'un détenu	D.99 CPP	X			X	X	
Autorisation d'organisation d'activités par des personnes extérieures	D.446 CPP	X	X		X		
Organisation des célébrations d'offices et de prêches	D.435 CPP	X	X				
Autorisation pour le détenu de recevoir des cours par correspondance	D.454 CPP	X					
Refus opposé à un détenu de se présenter à un examen	D.455 CPP	X					
Interdiction opposée à un détenu de participer aux activités sportives	D.459-3 CPP	X	X		X	X	
Décisions administratives individuelles visées dans la partie réglementaire du code de procédure pénale	Référence textuelle	Directeurs Adjoints	Attaché d'Administration	Directeur Technique	Chef de Détention	Officiers	Major et 1 ^{ers} surveillants
Sommes, valeurs et biens des détenus : Autorisation d'entrée ou de sortie d'argent, de correspondance ou d'objet en détention	D.274 CPP	X			X		
Remise de sommes d'argent pour les détenus placés en semi-liberté, en placement extérieur ou bénéficiant d'une permission de sortie	D.122 CPP	X	X		X		
Autorisation de versement sur des comptes spécifiques des sommes d'argent par les détenus	D.330 CPP D.331 CPP	X	X				
Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux	D.336 CPP						
Autorisation de remise à un tiers désigné par le détenu d'objets lui appartenant	D.340 CPP	X	X		X		

Autorisation pour les détenus d'envoyer de l'argent à leur famille	D.421 CPP	X	X				
Autorisation pour les détenus de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis de visite	D.422 CPP	X	X				
Autorisation pour les détenus de recevoir des colis de linge et livres brochés	D.423 CPP	X	X		X		
Autorisation pour un détenu hospitalisé de détenir une somme d'argent	D.394 CPP						
Divers :							
Retrait à un détenu pour des raisons de sécurité de médicaments, matériel ou appareil médical lui appartenant	D.273 CPP	X	X		X	X	
Réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur de l'établissement	D.124 CPP	X	X		X	X	
Diffusion à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement de bulletins ou journaux rédigés avec l'accord ou sous le contrôle de l'administration pénitentiaire.	D444-1 CPP						

Toul, le 1^{er} mars 2010Le Directeur
F. GERVAIS

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Extrait de la décision du 26 février 2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine Portant approbation de la délibération du 15 octobre 2009 relative au projet d'établissement 2009-2013 de la Maison hospitalière de Baccarat (54).

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

Considérant que le projet d'établissement de la Maison hospitalière de Baccarat répond aux exigences réglementaires de l'article L.6143-2 du code de la santé publique ;

Considérant que le projet d'établissement de la Maison hospitalière de Baccarat répond aux objectifs du SROS III ;

Considérant le projet médical et ses objectifs de prise en charge spécifiques de soins palliatifs, de patients déments, de lutte contre la douleur, de prévention des chutes et de lutte contre les infections nosocomiales ;

Considérant l'orientation visant à consolider l'offre de proximité et développer des coopérations avec les autres établissements du territoire de santé de proximité n° 17 et les réseaux ;

Considérant l'orientation visant à s'insérer dans une filière gériatrique complète ;

Considérant la cohérence des orientations proposées par le projet de soins infirmiers ;

Considérant le contenu du projet social, document empreint d'une véritable démarche qualité ;

Considérant le projet de schéma directeur informatique ayant pour objectif d'améliorer et de dynamiser les échanges internes et externes ;

Considérant le plan global de financement répondant aux critères d'équilibre financier

DECIDE

La délibération du conseil d'administration du 15 octobre 2009 relative au projet d'établissement 2009-2013 de la Maison hospitalière de Baccarat est approuvée.

La présente approbation ne constitue pas un engagement à octroyer des financements supplémentaires.

Nancy, le 26 février 2009

Le directeur suppléant de l'agence régionale
d'hospitalisation de Lorraine
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 107/08 du 16 décembre 2008 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

CONSIDERANT les conclusions de la visite sur site réalisée le 27 septembre 2007 pour l'activité de soins de suite ;

CONSIDERANT le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et le centre hospitalier de Vittel, pour le projet de : «développement d'une activité de SSR polyvalent pour la prise en charge des patients neurologiques qui viendrait en remplacement de l'activité d'hémodialyse »

CONSIDERANT la demande déposée par l'établissement le 7 août 2008 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine du 16 décembre 2008 ;

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n°2 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier de Vittel, relatif à l'extension de l'autorisation d'activité de soins de suite ;

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département des Vosges.

Nancy, le 16 décembre 2008

Le Président de la Commission Exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 17/09 du 17 mars 2009 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

CONSIDERANT, les conclusions du dossier présentant la demande d'autorisation d'extension du service d'allergologie et de diabétologie du centre hospitalier d'EPINAL en COMEX.

CONSIDERANT, le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et le centre hospitalier d'Epinal

DECIDE

D'approuver la demande du centre hospitalier d'Epinal relative à l'extension d'une place d'alternative à l'hospitalisation en médecine allergologie sur le site de la maison St-Jean à Epinal.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département des Vosges.

Nancy, le 17 mars 2009

Le Président de la Commission Exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 06/10 du 16 février 2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

CONSIDERANT les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens respectifs signés entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et les établissements de santé mentionnés ci-dessous,
CONSIDERANT l'avis favorable de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 16/02/2010 concernant les demandes d'identifications de lits de soins palliatifs formulées par les établissements de santé mentionnés ci-dessous

D E C I D E

1) D'approuver les clauses des avenants aux C.P.O.M suivants :

- Avenant N° 1 au C.P.O.M du centre hospitalier « Robert PAX » de Sarreguemines : 3 lits de soins palliatifs identifiés et intégrés au service de médecine du site « Robert Pax ».

- Avenant N° 19 au C.P.O.M du centre hospitalier de Verdun : 2 lits de soins palliatifs supplémentaires identifiés et intégrés au service de médecine.

2) D'autoriser le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des départements de la Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 16 février 2010

Le Président de la Commission Exécutive
Le Directeur Suppléant de l'ARH de Lorraine
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 07/10 du 16 février 2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant n° 16 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Hospitalier de Verdun relatif à la création d'une unité d'hospitalisation pour adolescents en souffrance mentale.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de la Meuse.

Nancy, le 16 Février 2010

Le Président de la Commission Exécutive
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 08/10 du 16 février 2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Considérant le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et l'association Saint-André à Metz,

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant tarifaire n° 6 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec l'Association Saint-André à Metz, qui annule et remplace l'avenant tarifaire n° 4.

D'autoriser le directeur adjoint suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Moselle et de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 Février 2010

Le Président de la Commission Exécutive,
Marcel DOSSMANN
Directeur Suppléant de l'ARH de Lorraine

Extrait de la délibération n° 09/10 du 16 février 2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

CONSIDERANT le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et le GCS Télésanté Lorraine

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 février 2010,

D E C I D E

D'autoriser le directeur suppléant de l'A.R.H. de Lorraine à signer l'avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens portant attribution de financements au titre de l'année 2010 pour la réalisation des objectifs fixés au GCS Télésanté Lorraine par l'ARH de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Lorraine et de la Meurthe et Moselle

Nancy, le 16 Février 2010

Le Président de la Commission Exécutive,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 13/10 du 16 février 2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

D E C I D E

Article 1 : la composition de l'Unité de coordination régionale de Lorraine (UCR) est la suivante :

- Monsieur le Docteur Jean-Pierre MINEUR, directeur régional du service médical de la région Nord-Est, président de l'UCR

- Monsieur le Docteur Michel ORDENER, médecin coordonnateur régional du régime agricole de protection sociale de Lorraine

- Monsieur le Docteur Jean-Yves MELIN, médecin conseil régional (régime des indépendants) du RSI de Lorraine

- Madame le Docteur Sylvie THIRIET, médecin conseil chef de service (régime général) DRSM Nord-Est, responsable du pôle Ccx

- Madame le Docteur Michèle OSTERMANN, médecin conseil (régime général) à la DRSM d'Alsace

- Monsieur le Docteur Gérald ALBERTINI, médecin conseil chef de service par intérim (régime général) de l'ELSM de Thionville

- Madame le Docteur Dominique FRANCOIS, médecin conseil chef de service adjoint (régime général) à la DRSM Nord-Est, coordonnateur T2A

- Madame le Docteur Laurence ECKMANN, médecin conseil du régime agricole de protection sociale de Lorraine

- Monsieur le Docteur Patrice TETERCHEN, médecin conseil (régime des indépendants) au RSI de Lorraine

- Madame le Docteur Geneviève ROLLE, médecin conseil (régime des indépendants) au RSI de Lorraine
- Madame Gisèle HURSON, responsable du département des affaires sanitaires et médico-sociales de la CRAM Nord-Est
- Monsieur Gérard GAUER, inspecteur à la DRASS de Lorraine
- Monsieur Pascal DUPIC, MSA Lorraine
- Monsieur Patrice MANGINOT, référent de la cellule de calcul et notification des indus T2A de Lorraine, CPAM de Nancy
- Madame Martine DUVILLE-HAAS, référente de la cellule contentieux T2A de Lorraine, CPAM de Metz
- Monsieur Daouda CAMARA, chargé de mission PMSI des établissements privés de Moselle à la CRAM d'Alsace
- Madame Chantal KIRSCH, inspecteur principal, DDASS Moselle
- Monsieur Cédric ESTRADA, chargé de mission, CPAM de Nancy
- Monsieur Daniel BOURGER, URSSME

Article 2 : La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et à la préfecture du département de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 16 Février 2010

Le Président de la Commission Exécutive,
Marcel DOSSMANN

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

Décision du 1^{er} mars 2010 concernant l'affectation des contrôleurs du travail

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

Vu le Code du Travail, notamment les articles R 8122-8 et R 8122-9

Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu le Décret 2008-1503 du 30 décembre 2008 relatif à la fusion des services d'inspection du travail,

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2010 nommant Monsieur Serge LEROY directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi à compter du 15 février 2010,

Vu la décision du 1^{er} mars 2010 délimitant les sections d'inspections du travail dans le département de Meurthe et Moselle,

DECIDE

Article 1: Sont ou demeurent affectés en matière de lutte contre le travail illégal sur les sections d'Inspection du Travail du département de la Meurthe-et-Moselle les contrôleurs du travail dont les noms suivent :

- Monsieur Michaël ROBIN : 1^{ère}, 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème} et 8^{ème} sections d'Inspection du Travail

- Madame Sylvie FINOT : 2^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème} et 9^{ème} sections d'Inspection du Travail

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des contrôleurs ci-dessus désignés, son remplacement est assuré par l'un(e) ou l'autre d'entre eux sur le territoire de la section d'Inspection du Travail sur laquelle ils(elles) sont affectés selon les modalités ci-dessous :

L'intérim de Monsieur Michaël ROBIN sera assuré par Madame Sylvie FINOT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie FINOT, l'intérim de Monsieur Michaël ROBIN sera assuré par Monsieur Nicolas BURGAIN, Contrôleur du Travail de la 1^{ère} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas BURGAIN, l'intérim de Monsieur Michaël ROBIN sera assuré par Madame Clotilde PELTIER, Contrôleur du Travail de la 1^{ère} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clotilde PELTIER, l'intérim de Monsieur Michaël ROBIN sera assuré par Madame Valérie VIRIOT, Contrôleur du Travail de la 3^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie VIRIOT, l'intérim de Monsieur Michaël ROBIN sera assuré par Monsieur Marc CORCHAND, Contrôleur du Travail de la 3^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc CORCHAND, l'intérim de Monsieur Michaël ROBIN sera assuré par Monsieur Jean Michel ALCARAZ, Contrôleur du Travail de la 4^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Michel ALCARAZ, l'intérim de Monsieur Michaël ROBIN sera assuré par Madame Gisèle DESHAIS, Contrôleur du Travail de la 4^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Gisèle DESHAIS, l'intérim de Monsieur Michaël ROBIN sera assuré par Madame Hélène BAUER, Contrôleur du Travail de la 5^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène BAUER, l'intérim de Monsieur Michaël ROBIN sera assuré par Madame Sylvie TEDESCO, Contrôleur du Travail de la 5^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie TEDESCO, l'intérim de Monsieur Michaël ROBIN sera assuré par Monsieur Arnaud COLIN, Contrôleur du Travail de la 8^{ème} section.

L'intérim de Madame Sylvie FINOT sera assuré par Monsieur Michaël ROBIN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michaël ROBIN, l'intérim de Madame Sylvie FINOT sera assuré par Monsieur Philippe ADAM, Contrôleur du Travail de la 2^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe ADAM, l'intérim de Madame Sylvie FINOT sera assuré par Monsieur Claude MONSIFROT, Contrôleur du travail de la 2^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Claude MONSIFROT, l'intérim de Madame Sylvie FINOT sera assuré par Madame Sonia GUICHARD, Contrôleur du Travail de la 6^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sonia GUICHARD, l'intérim de Madame Sylvie FINOT sera assuré par Monsieur Patrick JULLY, Contrôleur du Travail de la 6^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick JULLY, l'intérim de Madame Sylvie FINOT sera assuré par Madame Florence BOURELLY, Contrôleur du Travail de la 7^{ème} section.

Article 3 : La présente décision prend effet au 1^{er} mars 2010 et abroge les précédentes décisions ayant le même objet.

Nancy, le 1^{er} mars 2010

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine
Serge LEROY

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/316 du 20 janvier 2010 portant renouvellement la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Madame Corinne AKA KOFFI, " Les Quatre chemins de Bohème " 4, rue Guy Roparts, 54000 Nancy.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0427 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Corinne AKA KOFFI, « Les Quatre chemins de Bohème » 4, rue Guy Roparts, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/317 du 20 janvier 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Lorane BADO, " YA BASS " 27, rue Saint-Nicolas, 54000 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 2-1031936 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Lorane BADO, « YA BASS » 27, rue Saint-Nicolas, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/318 du 20 janvier 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Madame Isabelle BOURGEOIS, Association CRACHE TEXTE, 15, rue du Faubourg des trois maisons, c/o My Monkey, 54000 Nancy.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 2-1031904 et 3-1031905 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Isabelle BOURGEOIS, Association CRACHE TEXTE, 15, rue du Faubourg des trois maisons, c/o My Monkey, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/319 du 20 janvier 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Marc-Philippe CASALIS, Association F.I.G.H.T. Impro, 16, Boulevard Albert 1er, 54000 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3^{ème} catégorie portant le numéro 3-1031894 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Marc-Philippe CASALIS, Association F.I.G.H.T. Impro, 16, Boulevard Albert 1er, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Metz, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/320 du 20 janvier 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur André CAURRAZE, " MB ANIMATIONS " 19, rue Batonchamps, 54760 Villers-les-Moivrons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 2-1031932 et 3-1031933 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur André CAURRAZE, « MB ANIMATIONS » 19, rue Batonchamps, 54760 Villers-les-Moivrons.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Metz, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/321 du 20 janvier 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Sandrine CLOSE, " Syndicat mixte du parc naturel régional de Lorraine " Rue du Quai, 54700 Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3^{ème} catégorie portant le numéro 3-1031914 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Sandrine CLOSE, « Syndicat mixte du parc naturel régional de Lorraine » Rue du Quai, 54700 Pont-à-Mousson.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Metz, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/322 du 20 janvier 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Marc DELMOTTE, " La taverne de l'irlandais " 8, rue Mazagran, 54000 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0555 et 54-0556 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Marc DELMOTTE, « La taverne de l'irlandais » 8, rue Mazagran, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Metz, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/323 du 20 janvier 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Mickaël DRU, Association ARTISTIK ALLIANCE, 100, rue Jeanne d'Arc, 54000 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 2-1031923 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Mickaël DRU, Association ARTISTIK ALLIANCE, 100, rue Jeanne d'Arc, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

Metz, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/324 du 20 janvier 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Caroline HENRION, Association " ART & MUSIC DIFFUSION ", 27, Avenue des Roses, 54630 Richardmémil.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 2-1031911 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Caroline HENRION, Association « ART & MUSIC DIFFUSION », 27, Avenue des Roses, 54630 Richardmémil.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

Metz, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/325 du 20 janvier 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Madame Laurence KRZYWANSKI, Association Cie des Timbrés, 4, Grand Rue, 54116 Praye

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 2-1031915 et 3-1031916 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Laurence KRZYWANSKI, Association Cie des Timbrés, 4, Grand Rue, 54116 Praye.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

Metz, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/326 du 20 janvier 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Jean-Charles LAMIREL, Association Compagnie Ormone, 48, rue du sergent Blandan, 54000 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0560 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Jean-Charles LAMIREL, Association Compagnie Ormone, 48, rue du sergent Blandan, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Metz, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/327 du 20 janvier 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Roger MAILLARD, Association TIRAMISU Compagnie, 479, Avenue de la Libération, 54000 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0287 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Roger MAILLARD, Association TIRAMISU Compagnie, 479, Avenue de la Libération, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Metz, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/328 du 20 janvier 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Mademoiselle Milica PEJANOVIC, Association BROUNIAK, 48, rue Eugène Vallin, 54320 Maxéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 2-1031902 et 3-1031901 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Mademoiselle Milica PEJANOVIC, Association BROUNIAK, 48, rue Eugène Vallin, 54320 Maxéville.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Metz, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/329 du 20 janvier 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Eric SCHERMANN, " Le FRENCH CANCAN ", 14, Chemin stratégique, 54130 Dommartemont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0444, 54-0445 et 54-0446 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Eric SCHERMANN, « Le FRENCH CANCAN », 14, Chemin stratégique, 54130 DOMMARTÉMONT.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Metz, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/330 du 20 janvier 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Henri SCHMITZ, Association AUX ACTES CITOYENS, 3, rue de la Paix, Espace Jean Jaurès, 54510 Tomblaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3^{ème} catégorie portant le numéro 3-1031903 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Henri SCHMITZ, Association AUX ACTES CITOYENS, 3, rue de la Paix, Espace Jean Jaurès, 54510 Tomblaine.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Metz, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/331 du 20 janvier 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Réda SOUFI, Centre chorégraphique national, 3, rue Henri Bazin, 54000 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère} catégorie portant le numéro 1-1031917 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Réda SOUFI, Centre chorégraphique national, 3, rue Henri Bazin, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Metz, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/332 du 20 janvier 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Réda SOUFI, Centre chorégraphique national 3, rue Henri Bazin, 54010 Nancy CÉDEX

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 2-1031940 et 3-1031941 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Réda SOUFI, Centre chorégraphique national 3, rue Henri Bazin, 54010 Nancy CÉDEX.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Metz, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/333 du 20 janvier 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Charles TORDJMAN, Association Compagnie FABBRICA, 21, rue Anne Feriet, 54000 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 2-1031950 et 3-1031951 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Charles TORDJMAN, Association Compagnie FABBRICA, 21, rue Anne Feriet, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Metz, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/334 du 20 janvier 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Didier VILLERMIN, Association Les crieurs de nuit, 24, rue du général Duroc, 54000 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 2-1031926 et 3-1031927 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Didier VILLERMIN, Association Les crieurs de nuit, 24, rue du général Duroc, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Metz, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/335 du 20 janvier 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Damien WIDLOECHER, Association FYNK'S, 4, rue Haropré, 54240 Joeuf

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3^{ème} catégorie portant le numéro 3-1031937 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Damien WIDLOECHER, Association FYNK'S, 4, rue Haropré, 54240 Joeuf.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Metz, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/336 du 20 janvier 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Michel DIDYM, Théâtre de la Manufacture, 10, rue Baron Louis, 54014 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 1-1032336, 2-1032335 et 3-1032337 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Michel DIDYM, Théâtre de la Manufacture, 10, rue Baron Louis, 54014 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Metz, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/337 du 20 janvier 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Christian SIMONETTO, Communauté de communes du Jarnisy, 5, rue Clément Humbert, BP 92, 54803 Jarny Cédex

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 1-1031895 et 3-1031896 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Christian SIMONETTO, Communauté de communes du Jarnisy, 5, rue Clément Humbert, BP 92, 54803 Jarny Cédex.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Metz, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

INSPECTION ACADEMIQUE

Extrait de l'arrêté du 19 février 2010 portant renouvellement du Conseil Départemental de l'Education Nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1.- Les arrêtés des 04-01-2007, 15-01-2007, 26-10-2007, 25-02-2008, 02/07/2008, 27-10-2008, 15-01-2009, 18-05-2009, 16-11-2009 sont abrogés.

Article 2. – Le Conseil Départemental de l'Education Nationale est constitué comme suit :

Membres de droit

Présidents :

- Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle.

Vice-Présidents :

- Monsieur Jean-Pierre MINELLA, Vice-Président du Conseil Général, délégué aux affaires scolaires,
- Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des services départementaux de l'Education Nationale.

Membres représentant les communes, le département et la Région (10 membres)

A) Communes :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Madame Nicole FEIDT Maire de TOUL	Monsieur Jean-François GRANDBASTIEN Maire de FROUARD
Madame Josette RENAUX Maire de BACCARAT	Monsieur Christian SAUNIER Maire de ANCERVILLER
Monsieur Michel MARIUZZO Maire de PIENNES	Monsieur René BOURGEOIS Maire de VARANGEVILLE

- Au titre de la C.U.G.N.

Madame Sophie MAYEUX Adjointe au Maire de NANCY	Madame Mireille GAZIN Adjointe au Maire de MAXEVILLE
--	---

B) Département de la Meurthe-et-Moselle :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Monsieur Louis CAUSERO Conseiller Général	Monsieur Bernard MULLER Conseiller Général Maire de BADONVILLER
Monsieur Mathieu KLEIN Vice-Président du Conseil Général	Monsieur Serge DE CARLI Conseiller Général Maire de MONT SAINT MARTIN
Monsieur Jean-Claude PISENEM Vice-Président du Conseil Général Maire de AZELOT	Monsieur Alde HARMAND Conseiller Général
Monsieur Maurice VILLAUME Vice-Président du Conseil Général Maire de DAMELEVIERES	Madame Michèle PILOT Vice-Présidente du Conseil Général Maire de FOUG
Monsieur Yves WILLER Conseiller Général Maire de MONT - SUR - MEURTHE	Monsieur Claude BLAQUE Vice-Président du Conseil Général

C) Région lorraine :

TITULAIRE	SUPPLEANT
Madame Claudine BARTHELEMY Vice-Présidente du Conseil Régional Déléguée aux lycées	Madame Laurence DEMONET Vice-Présidente du Conseil Régional Déléguée à l'Insertion Professionnelle

Membres représentant les personnels titulaires de l'Etat

(10 membres)

A) Au titre de la F.S.U. (17 A, rue Laurent Bonnevey – 54100 NANCY)

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Monsieur Emmanuel DEGRITOT Professeur des écoles Ecole élémentaire L. Guingot 54670 CUSTINES	Monsieur Henri LOSTETTE Professeur certifié Collège Saint-Exupéry 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT
Monsieur Dominique GERARD Professeur des écoles Ecole élémentaire Paul BERT 54220 MALZEVILLE	Monsieur Didier COLIN Maître-Ouvrier LP Schwartz 54340 POMPEY
Monsieur Vincent BIRCKEL Professeur des écoles Ecole élémentaire Maurice Humbert 54200 TOUL	Monsieur Jackie CESARONI Professeur certifié L.P. Rue de la Tuilerie 54800 JARNY
Monsieur Etienne MASSON Professeur certifié Lycée Majorelle 54200 TOUL	Madame Marie-Rose CORNU Professeur des écoles Ecole maternelle Delaunay 54270 ESSEY-LES-NANCY
Monsieur François WEY Professeur certifié Lycée Héré 54520 LAXOU	Madame Christelle MAUSS Professeur des écoles Ecole maternelle Bonsecours 54000 NANCY

B) Au titre de U.N.S.A. Education (Tilleul Argente BP 2079 – E.17 Rue L. Bonnevey -54100 NANCY)

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Monsieur Jean-Marc DAP Directeur école élémentaire Buthegnémont 54000 NANCY	Monsieur Renaud PARENTELLI Professeur des écoles E.R.E.A. 54150 BRIEY
Madame Magali LECLAIRE Professeur des écoles Ecole maternelle Montessori 54530 PAGNY-SUR-MOSELLE	Monsieur Philippe TURI Professeur des écoles Ecole Elémentaire Didion Raugraff 54000 NANCY
Monsieur Claude THIEBAUT Professeur Certifié Collège de l'Embanie 54110 DOMBASLE-SUR-MEURTHE	Monsieur Gilles RAPIN P.E.G.C. Collège J. Franck 54250 CHAMPIGNEULLES

C) Au titre du S.G.E.N. – C.F.D.T. (20, rue des Glacis – BP 32240 54022 NANCY CEDEX)

TITULAIRE	SUPPLEANT
Monsieur Ludovic KELLER Professeur des écoles Ecole primaire 54760 MOIVRONS	Madame Viviane HUNTZINGER Professeur certifié Collège René NICKLES 54130 DOMMARTEMONT

D) F.N.E.C. – F.P. – F.O. (12, rue Raugraff 54000 NANCY)

TITULAIRE	SUPPLEANT
Madame Brigitte KES Professeur certifié Collège J. CALLOT Rue Jacques CALLOT 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY	Monsieur Hervé MAUCHAUFFE Professeur des écoles Ecole maternelle Imbert 54800 JARNY

Membres représentant les usagers

(10 membres)

A) Représentants de parents d'élèves (7 membres)

- Au titre de la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves F.C.P.E. (11 avenue des Jonquilles – 54500 VANDOEUVRE)

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Madame Annick THIMON 1, allée de Beauregard 54520 LAXOU	Monsieur Bernard FERY 8 rue Croix la Pâte 54150 BRIEY
Monsieur Jaafar GHANBAJA 5, allée de Champagne Résidence Ville de France 54500 VANDOEUVRE	Madame Fabienne PALINIEWICZ 120 rue Jacques Gruber 54710 LUDRES
Monsieur Daniel THOMASSIN 43 D, rue du Pavillon 54220 MALZEVILLE	Madame Marie-Christine BASTIEN 30 rue du Château 54690 EULMONT
Monsieur Jean-François ICETA 1 bis rue de Laxou 54000 NANCY	Monsieur Patrick PEZZETTA 2 rue des Erables 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT
Monsieur Hervé FREZZA-BUET 14, rue de Laneufville 54910 VALLEROY	Monsieur Jean-Loup PETITJEAN 164 rue Jeanne d'Arc 54000 NANCY
Madame Anne DELANZY 2 rue du Rambetant 54110 VARANGEVILLE	Monsieur Daniel BUEZ 7 rue des Violettes 54112 ALLAMPS

- Au titre de la Fédération des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public (F.P.E.E.P.) 1162, rue Gaston Petit – 54700 PONT A MOUSSON

TITULAIRE	SUPPLEANT
Madame Annie PERRUCHAUD 141, rue des Frères Lumière 54710 LUDRES	Monsieur Vincent FALALA 372 rue Salvador Allende 54230 NEUVES-MAISONS

B) - Représentant des associations complémentaires : (1 membre)

TITULAIRE	SUPPLEANT
Madame Isabelle GIFFART Déléguée nationale en région de la Jeunesse au Plein Air 47-49, rue Isabey 54000 NANCY	Monsieur Bertrand MASSON Responsable du département Politiques Educatives aux C.E.M.E.A. 23, rue Georges Mouton B.P. 70046 54303 LUNEVILLE CEDEX

C) Personnalités nommées en raison de leur compétence dans le domaine économique, social, éducatif ou culturel (2 membres)

- Personnalité nommée par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle :

TITULAIRE	SUPPLEANT
Monsieur Jean-Louis CHOIGNOT Président de la Fédération des Œuvres Laïques de Meurthe-et-Moselle 49, rue Isabey 54000 NANCY	Monsieur Michel MOLINET Secrétaire Général de l'Association Régionale des Œuvres Educatives et de Vacances de l'Education Nationale C.O. n° 13 54035 NANCY CEDEX

- Personnalité nommée par Monsieur le Président du Conseil Général :

TITULAIRE	SUPPLEANT
Monsieur Jean-Paul LACRESSE Président de l'Union Départementale des Associations Familiales 38, rue Sainte Catherine 54000 NANCY	Madame Marie-Louise MARION Présidente Départementale de la Confédération Syndicale des familles 40, rue Sainte Catherine 54000 NANCY

Membre à titre consultatif
Un délégué Départemental de l'Education Nationale

Monsieur Claude RICHARD
16, Allée des Bégonias
54300 LUNEVILLE

Article 3. - Conformément aux dispositions du Code de l'Education, la durée du mandat des membres titulaires et suppléants du Conseil Départemental de l'Education Nationale est de 3 ans.

Article 4. - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à chacun des membres.

Nancy, le 19 Février 2010

Le Préfet,
Dominique BELLION

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Pôle finances, systèmes d'information, moyens généraux

Arrêté 2010/DDT/SG/FSM/003 du 1^{er} mars 2010 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics (C.I.F.P.)

Le directeur départemental des territoires, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001, relative aux lois de finances, modifiée par la loi n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifiée par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté du Premier Ministre portant nomination dans les directions départementales interministérielles, en date du 1^{er} janvier 2010, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2003 nommant Monsieur Marcel KONIECZNY, Directeur du CIFP de Nancy - Pont-à-Mousson

VU l'arrêté SGAR n° 2010-32 du 1^{er} février 2010 de Monsieur le Préfet de la région Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, relative à la gestion des Unités Opérationnelles du Centre Interrégional de Formation Professionnelle (CIFP) de Pont-à-Mousson et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses s'y rattachant, sous réserve des limitations figurant à l'article 4 du même arrêté ;

VU l'arrêté SGAR n° 2010-33 du 1^{er} février 2010 de Monsieur le Préfet de la région Lorraine donnant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, pour l'exercice des attributions de la personne chargée de la mise en œuvre des procédures de marchés (représentant du pouvoir adjudicateur), sous réserve de la limitation figurant à l'article 2 du même arrêté ;

VU l'organigramme du service,

A R R E T E

Article 1 : La définition des marchés passés selon une procédure adaptée est réalisée sur la base de la programmation de la commande publique définie par mes soins.

Les fonctions de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés ne sont pas déléguées sauf :

Pour les procédures formalisées au sens de l'article 26 du Code des Marchés Publics :

- l'ouverture des enveloppes et la demande éventuelle des pièces de candidature manquantes, dans le respect des dispositions du code des marchés publics, qui sont déléguées au chef de service en charge de l'opération concernée par le marché ;
- l'élimination des candidatures ne pouvant être admises, qui est déléguée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts et Monsieur Daniel MORLON, adjoint aux directeurs ;
- la signature des bons de commandes inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et services) dans le cadre de marchés à bons de commande au sens de l'article 77 du Code des Marchés Publics, qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Pour les marchés à procédure adaptée au sens de l'article 28 du Code des Marchés Publics :

- la signature des marchés inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et service), qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté
- la procédure de consultation et de choix du titulaire qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Marcel KONIECZNY, Directeur du Centre Interrégional de Formation Professionnelle (CIFP) de NANCY ou, en son absence, à Madame Karine DAL CANTON, directrice adjointe, à l'effet de signer toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire selon l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté susvisé du Préfet ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié).

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée à :

Madame Karine DAL CANTON, directrice adjointe du Centre Interrégional de Formation Professionnelle (CIFP) de NANCY à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences :

- les demandes d'engagement transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent
- les engagements juridiques

Article 4 : Subdélégation de signature est donnée à :

Madame Anne LEFRANC, responsable du pôle « modernisation » exerçant les fonctions de Secrétaire Générale du CIFP de Nancy ;

Madame Monique LORENZETTO, responsable du pôle « management, vie des services » ;

Madame Danièle ROBERT, responsable du pôle « Territoires » ;

Madame Emmanuelle ROEHRIG, responsable du pôle « Parcours professionnel » ;

Monsieur Claude THIEBAUT, responsable du pôle « Techniques » ;

à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences les engagements juridiques dans la limite de 10 000 € HT par commande.

Article 5 : Sur proposition des subdélégataires désignés aux articles 2 et 3, habilitation est donnée aux agents désignés à l'annexe 2, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques dans la limite des montants indiqués.

Article 6 : Subdélégation de signature est donnée à Madame Anne LEFRANC, responsable d'unité comptable, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les pièces de liquidation des dépenses et des recettes de toute nature, proposées au mandatement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne LEFRANC, la délégation de signature qui lui est confiée est exercée par Madame Karine DAL CANTON, directrice adjointe du CIFP.

Article 7 : La signature des agents habilités par la présente décision est accréditée auprès de Messieurs les Trésoriers Payeurs Généraux de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Article 8 : Le présent arrêté abroge et remplace la délégation 2009/DDEA/SIMS/002 du 13 février 2009 et sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 1^{er} mars 2010

Pour le Préfet de la région Lorraine et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Arrêté 2010/DDT/SG/FSM/004 du 5 mars 2010 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics et d'accord-cadre au titre du ministère de la Défense

Le directeur départemental des territoires, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat,

VU le décret n°2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;

VU la loi du n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales

VU le décret n° 2007-482 du 29 mars 2007 autorisant le ministre de la défense à déléguer ses pouvoirs en matière de marchés publics et d'accords-cadres, notamment son article 2 ;

VU le Décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles et notamment son article 20 ;

VU l'arrêté du 22 juin 2007, portant désignation des personnes n'appartenant pas à l'administration centrale, signataires des marchés publics et des accords-cadres au ministère de la défense ;

VU l'arrêté du 28 février 2008 désignant les directions départementales de l'équipement et directions départementales de l'équipement et de l'agriculture compétentes en matière d'ingénierie aéroportuaire militaire ;

VU l'arrêté du Premier Ministre portant nomination dans les directions départementales interministérielles, en date du 1er janvier 2010, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'organigramme du service,

D E C I D E

Article 1^{er} : La définition de marchés passés selon une procédure adaptée est réalisée sur la base de la programmation de la commande publique définie par mes soins.

Les fonctions de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés ne sont pas déléguées sauf :

Pour les procédures formalisées au sens de l'article 26 du Code des Marchés Publics :

- l'ouverture des enveloppes et la demande éventuelle des pièces de candidature manquantes, dans le respect des dispositions du code des marchés publics, qui sont déléguées à Monsieur Daniel MORLON, adjoint aux directeurs ;
- l'élimination des candidatures ne pouvant être admises, après avis de la commission interne, qui est déléguée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts et Monsieur Daniel MORLON, adjoint aux directeurs,
- la signature des bons de commandes dans le cadre de marchés à bons de commande au sens de l'article 77 du Code des Marchés Publics, qui est déléguée aux personnes désignées ci-dessous ;

Pour les marchés à procédure adaptée au sens de l'article 28 du Code des Marchés Publics, la procédure de consultation, de choix du titulaire, de signature des marchés et de demande d'engagement transmises à la Direction Régionale du Service Infrastructures de la Défense (DRSID)

Ordonnateur Secondaire, est déléguée, dans le cadre de leurs attributions et compétences, à :

- pour les marchés de travaux < 206 K€ H.T. et les marchés de fournitures et services < 133 K€ H.T. : Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts et Monsieur Daniel MORLON, adjoint aux directeurs,
- pour les marchés < 50 K€ H.T. : Mme Isabelle THOMAS, responsable de l'Unité Infrastructures Aéronautiques
- pour les marchés < 10 K€ H.T. : la Capitaine Régina FONTAN, adjoint au chef de l'Unité Infrastructures Aéronautiques sur le site de Nancy-Ochey et à Monsieur Jany DONATI, adjoint au chef de l'Unité Infrastructures Aéronautiques sur le site de Metz-Frescaty.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à Madame Isabelle THOMAS, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences :

- les pièces de liquidation des dépenses et des recettes de toute nature, proposées au mandatement

En cas d'absence de Madame Isabelle THOMAS, la délégation de signature qui lui est confiée sera exercée par la personne chargée, par décision, de son intérim.

Article 3 : Sur proposition des subdélégués désignés à l'article 1, subdélégation de signature est donnée aux agents désignés à l'annexe 2, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les marchés et demandes d'engagement transmises à la Direction Régionale du Service Infrastructures de la Défense (DRSID) Ordonnateur Secondaire, dans la limite des montants indiqués.

Article 4 : La signature des agents habilités par la présente décision est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général des Landes.

Article 5 : La présente décision abroge et remplace la délégation DEF2008-03 du 1er juillet 2008 et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 5 mars 2010

Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Service agriculture forêt chasse

Extrait de l'arrêté préfectoral 2010/DDT/AFC/n°077 du 1^{er} mars 2010 portant fixation des critères départementaux utilisés pour la vérification du caractère allaitant d'un cheptel pour le paiement de la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA) -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : la norme CE 1782/2003 ayant été abrogée par le règlement CE 73/2009 applicable, l'arrêté du 22/02/2007 est donc modifié en son socle réglementaire.

Article 2 : les autres dispositions de l'arrêté du 22/02/2007 sont mises à jour.

Article 3 : pour la vérification du caractère allaitant du cheptel à primer, les éleveurs dont le siège d'exploitation est situé dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE, doivent respecter les critères fixés aux articles 4 et 5 du présent arrêté.

Article 4 : le ratio « veaux / mères », calculé en divisant le nombre de veaux nés sur l'exploitation par 60% de l'effectif éligible à la PMTVA doit être au moins égal à 0,4.

Pour le calcul de ce ratio, les veaux nés sur l'exploitation sont comptabilisés au cours des 12 mois précédant le calcul de ce ratio.

Article 5 : la durée moyenne de détention des veaux pris en compte pour le calcul du ratio « veaux/mères » visé à l'article 4 du présent arrêté doit être au minimum égale à 90 jours.

Article 6 : le directeur départemental des territoires est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 01 mars 2010

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Extrait de l'arrêté N° 2010/DDT54/ADUR/003 du 3 mars 2010 - Approbation de la révision de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme - Commune de QUEVILLONCOURT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

ARRETE

Article 1 : La carte communale de QUEVILLONCOURT qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2 000^e,
- un plan de l'eau potable au 1/2 000^e,
- un plan de l'assainissement au 1/2 000^e.

Article 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 4 : Le conseil municipal de QUEVILLONCOURT n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 422-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'État.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et le maire de QUEVILLONCOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 3 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire Général
François MALHANCHE

Service habitat

Extrait de l'arrêté n° 2010-01/DDT/HAB/PLSP du 19 février 2010 autorisant la fusion de la société Batigère Nord-Est avec la société Batigère Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Sont approuvés, au titre de la législation sur les habitations à loyer modéré :

- Le procès-verbal de l'assemblée générale mixte extraordinaire et ordinaire tenue le 21 décembre 2009 au cours de laquelle les actionnaires de la société Batigère Nord-Est (absorbante) à Longwy (54) ont approuvé, d'une part, le traité de fusion intervenu le 27 octobre 2009 entre la société Batigère Nord-Est et la société Batigère Nancy.
- Le capital social de la société Batigère Nord-Est, sise 12 rue des Carmes à NANCY, est fixé à la somme de 24 595 801,60 €.

- Le procès-verbal de l'assemblée générale mixte extraordinaire et ordinaire tenue le 18 décembre 2009 au cours de laquelle les actionnaires de la société Batigère Nancy (absorbée) à Nancy (54) ont approuvé le traité de fusion susvisé et la dissolution de plein droit de cette société.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et Le Directeur Départemental des Territoires sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont le président du Conseil d'administration sera chargé d'assurer l'information des membres de ce conseil.

Nancy le 19 février 2010

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

Extrait de l'arrêté N° 2010-DIR-Est -M-54-011 du 11 mars 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux de réfection de joints de chaussée sur A31 sur OA A31-092 au PR 233.650

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1 : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE.	A31
Points Repères PR. et sens	PR 233,650 sens Paris /Paris
SECTION	
NATURE DES TRAVAUX	Remplacement joints de chaussée
PERIODE GLOBA	Nuits du 22 au 30 mars 2010
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation VD sens Paris -Nancy Neutralisation VG sens Nancy-Paris Basculement circulation VD VG sens 1 Paris/Nancy sur VG sens 2 Nancy /Paris fermeture bretelle Verdun/Nancy fermeture bretelle Paris /Verdun
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE District de Nancy CEI de Fléville
	MISE EN PLACE PAR:CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	22 Mars 2010	AK5 au PR 231,800 sens Paris /Nancy	Neutralisation Voie de droite	fermeture bretelle Verdun/Nancy
	au			
	30 Mars 2010	AK5 au PR 236,000 sens Nancy /Paris	Neutralisation Voie de gauche	déviations par: les usagers seront invités à prendre l'A31 direction Paris jusqu'à l'échangeur de Valcourt ,bretelle Nancy /Valcourt,RD 674, bretelle Valcourt /Nancy et A31 direction Nancy
		ITPC 233,000		fermeture bretelle Paris /Nancy
		ITPC 233,990	basculement de la circulation VD et VG sens 1 Paris-Nancy sur la VG sens 1 Paris-Nancy	déviations par: les usagers seront invités à rester sur l'A31 direction Nancy par le basculement entre les ITPC des PR 2333,000 et 233,990 et jusqu'à l'échangeur de Toul centre N°15 ,bretelle Paris /Toul centre, RD400,bretelle Toul centre /Paris, A31 direction paris jusqu'à l'échangeur n°14 dit de la queue de chat et bretelle Nancy/Verdun

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;

diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire de la presse

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de Freyssinet,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 11 mars 2010

Le Préfet de Département de la Meurthe et Moselle
Pour le Préfet et par délégation
Le chef de la division d'exploitation de Metz
David MAZOYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Service solidarité autonomie

Extrait de l'arrêté N° 195 du 10 février 2010 autorisant la fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles et Déficients Visuels de Nancy à étendre d'une place la capacité de son Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) « les ateliers du Haut des Vannes » sis à Liverdun

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que le projet est compatible avec les orientations du deuxième schéma départemental en direction des personnes adultes handicapées 2007-2011 ;

CONSIDERANT que les structures d'encadrement de l'ESAT « les ateliers du Haut des Vannes » peuvent permettre l'augmentation d'une place nouvelle sans financement supplémentaire ;

Sur proposition de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim ;

ARRETE

Article 1^{er} : La fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles et Déficients Visuels de Nancy est autorisée à étendre d'une place nouvelle, sans financement supplémentaire, la capacité de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail « les ateliers du Haut des Vannes » qu'il gère à Liverdun.

Article 2 : La capacité globale de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) « les ateliers du Haut des Vannes » de Liverdun est fixée à 43 places à compter du 1^{er} mars 2010.

Article 3 : En application de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la présente autorisation est accordée pour une durée de 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

Article 4 : La mise en œuvre de l'autorisation visée à l'article 1^{er} est subordonnée au résultat de la visite de conformité prévue en application des articles D.313-11 à D.313-14 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 5 : Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au Tribunal Administratif de Nancy - 5 place de la Carrière - 54 036 NANCY Cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Madame la Présidente de la fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles et Déficients Visuels de Nancy - 8 rue de Santifontaine - 54052 NANCY CEDEX.

Nancy, le 10 février 2010

Le préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N° 286 - DIRSOL/DIRECTION PA/PH N° 027 du 5 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Les Lilas » à JARNY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places autorisées par types de prises en charge et par catégorie de bénéficiaires pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

ARRETEMENT

Article 1 : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Les Lilas » à JARNY est fixée à :

- 60 places d'hébergement permanent dont 12 places dédiées à l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées ;
- 4 places d'hébergement temporaire,
- 5 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées ;

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 60 places d'hébergement permanent.

Les 4 places d'hébergement temporaire et les 5 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 57 001 017 3

Code statut juridique : 62 (Association de Droit Local.)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 77 5

capacité : 69

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 48

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 48

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 48

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 12

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 12

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 12

Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)

capacité : 4

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 4

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 4

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 5

Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour)

capacité : 5

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 5

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 5 mars 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle

et par délégation

Le secrétaire général

François MALHANCHE

Michèle PILOT

Vice-Présidente déléguée au développement
social et aux personnes âgées et handicapées

Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N° 287 - DIRSOL/DIRECTION PA/PH N° 024 du 5 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Jean-François FIDRY » à LABRY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places autorisées par types de prises en charge et par catégorie de bénéficiaires pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

ARRETEMENT

Article 1 : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Jean-François FIDRY » à LABRY est fixée à :

- 60 places d'hébergement permanent ;
- 2 places d'hébergement temporaire,

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 60 places d'hébergement permanent.

Les 2 places d'hébergement temporaire ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 118 7

Code statut juridique : 21 (Etablissement Social et Médico-Social Communal)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 258 1

capacité : 62

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 60

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 60

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 60

Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)

capacité : 2

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 2

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 2

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 5 mars 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle
et par délégation
Le secrétaire général
François MALHANCHE

Michèle PILOT
Vice-Présidente déléguée au développement
social et aux personnes âgées et handicapées

Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N° 288 - DIRSOL/DIRECTION PA/PH N° 028 du 5 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Saint-Charles » à VEZELISE après restructuration

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places autorisées par types de prises en charge et par catégorie de bénéficiaires pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

ARRETEMENT

Article 1 : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Saint-Charles » à VEZELISE est fixée comme suit au terme des travaux de restructuration :

- 80 places d'hébergement permanent dont 12 places dédiées à l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées ;
- 3 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées ;

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 80 places d'hébergement permanent.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter de la date de la visite de conformité prévue à l'article L 313-6 du code de l'action sociale et des familles ;

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, la présente autorisation est caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

Article 5 : La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité mentionnée à l'article L 313-6 du code de l'action sociale et des familles dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D. 313-11 à D. 313-14 du même code.

Article 6 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 7 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 115 3

Code statut juridique : 21 (Etablissement Social et Médico-Social Communal)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 234 2

capacité : 83

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 68

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 68

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 68

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 12

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 12

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 12

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 3

Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour)

capacité : 3

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 3

Article 8 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 5 mars 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle
et par délégation
Le secrétaire général
François MALHANCHE

Michèle PILOT
Vice-Présidente déléguée au développement
social et aux personnes âgées et handicapées

Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N° 301 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 027 du 5 mars 2010 modifiant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal 3H Santé de CIREY-SUR-VEZOUZE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

ARRETEMENT

Article 1 : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) de l'Hôpital local intercommunal 3H Santé de Cirey-Sur-Vezouze est fixée à :

- Maison de retraite de Cirey-Sur-Vezouze (N° FINESS ET : 54 000 536 0) :

- 51 places d'hébergement permanent pour l'accueil de personnes âgées dépendantes ;

- Maison de retraite de Blâmont (N° FINESS ET : 54 000 667 3) :

- 56 places d'hébergement permanent pour l'accueil de personnes âgées dépendantes ;

- Maison de retraite de Badonviller (N° FINESS ET : 54 000 255 7) :

- 46 places d'hébergement permanent pour l'accueil de personnes âgées dépendantes,
- 14 places d'hébergement permanent pour l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées,
- 3 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

Soit une capacité globale de :

- 153 places d'hébergement permanent pour l'accueil de personnes âgées dépendantes,
- 14 places d'hébergement permanent pour l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées,
- 3 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 167 places d'hébergement permanent.

Les 3 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 001 900 7

Code statut juridique : 14 (Etb. Pub. Intcom. Hosp.)

Entités établissements :

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

- Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 153

- Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 153

- Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 153

- Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 14

- Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 14

- Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 14

- Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 3

- Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour)

capacité : 3

- Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 3

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 places Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'hôpital local intercommunal 3H Santé de Cirey-Sur-Vezouze.

Nancy, le 5 mars 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle

et par délégation

Le secrétaire général

François MALHANCHE

Michèle PILOT

Vice-Présidente déléguée au développement social et aux personnes âgées et handicapées

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA N° 316 du 4 mars 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile de statut privé autonome de l'association « Assistance Vie à Domicile » (AVAD) à SEICHAMPS

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile ci-dessous désigné :

SSIAD de l'association « Assistance Vie à Domicile » (AVAD) – 17 avenue Général de Gaulle – 54280 SEICHAMPS

N° FINESS EJ : 54 002 074 0

N° FINESS ET : 54 002 075 7

sont fixées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	60 622,00	232 555,00
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	165 103,00	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	6 830,00	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté	0,00	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	232 555,00	232 555,00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 euro.

Article 3 - La dotation globale de soins 2010 du service de soins infirmiers à domicile de l'association « Assistance Vie à Domicile » (AVAD) à SEICHAMPS est fixée à 232 555,00 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 37,51 euros.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n° 071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association « Assistance Vie à Domicile » (AVAD) 17 avenue Général de Gaulle – 54280 SEICHAMPS, gestionnaire du service.

Nancy, le 4 mars 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires
sanitaires et sociales par intérim,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 317-10 du 9 mars 2010 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale Autorisation N° 54-16

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1 : A compter du 28 février 2010, l'article 1 de l'arrêté modifié du 3 juin 1977, autorisant le fonctionnement, sous le n°54-16, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 32, rue de Sète à LONGUYON, est modifié comme suit :

Raison sociale : Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale
32, rue de Sète
54260 LONGUYON

Laboratoire exploité au sein de la SELCA « LABORATOIRES VAL DE MEUSE », dont le siège social est situé 4, place Saint Paul à VERDUN (55100).

Directeur : Madame Isabelle DE KORWIN KROKOWSKI, biologiste médical, pharmacien

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Madame DE KORWIN KROKOWSKI Isabelle,
- SELCA « Laboratoire Val de Meuse »,
- Société d'avocats GIRAULT et ASSOCIES,
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim de LORRAINE, Inspection de la Pharmacie,
- Monsieur le Maire de LONGUYON,
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens,
- Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la MEUSE,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives

Nancy, le 9 mars 2010

Le préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 333 du 10 mars 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'HAROUÉ

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1- Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné : SSIAD de l'ASAPA – 7 rue Général Pouget – 54740 - HAROUÉ. N° FINESS : 54 001 256 4 sont fixées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	161 092,40	507 958,56
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	338 545,91	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	8 320,25	
	Déficit reporté	0,00	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	507 958,56	507 958,56
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 euros.

Article 3- La dotation globale de soins 2010 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées d'Haroué est fixée à 507 958,56 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 35,65 euros.

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Association ASAPA à Haroué, gestionnaire du service.

Nancy, le 10 mars 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires
sanitaires et sociales par intérim,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté n° 22 du 01 Mars 2010 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de TOUL

Le Directeur Adjoint, Suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de TOUL est fixée comme suit :

1) Collège des représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :

a) Le Maire de la Commune, Président de droit :

- Madame Lucette LALEVEE, Adjointe au Maire de la Ville de Toul (fin du mandat en mars 2014).

b) Trois représentants de la Commune :

- Monsieur Gérard HOWALD, Adjoint au Maire de la Ville de Toul (fin du mandat en mars 2014),

- Madame Lydie LE PIOUFF, Conseillère Municipale de la Ville de Toul (fin du mandat en mars 2014),

- Monsieur Alain ANSTETT, Conseiller Municipal de la Ville de Toul (fin du mandat en mars 2014).

c) Deux représentants de deux autres Communes de la Région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée :

- Madame Pâquerette TROUSSON, Adjointe au Maire de la Ville d'ECROUVES (fin du mandat en mars 2014),

- Monsieur Julien HEZARD, Conseiller Municipal de la Ville de Foug (fin du mandat en mars 2014).

d) Un représentant du département dans lequel est située la commune :

- Madame Michèle PILOT, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).

e) Un représentant de la Région dans laquelle est située la commune :

- Madame Annie VILLA, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).

2) Collège des personnels comportant huit membres :

a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :

- Madame le Docteur Christine DETOUL, Présidente (fin du mandat en mars 2010),

- Madame le Docteur Marie-Catherine FROSSARD, Vice-Présidente (fin du mandat en mars 2010),

- Madame BARDIN, Pédiatre (fin du mandat en mars 2010),

- Madame le Docteur CHARPENTIER (fin du mandat en mars 2010).

b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :

- Madame Evelynne MELAT, Aide-soignante (fin du mandat en décembre 2010).

c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :

- Madame Marianne PIERSON, Aide-soignante, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),

- Madame Angèle RICOU, Infirmière, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),

- Madame Sylvie BERNARD, Aide-soignante, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).

3) Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers comportant six membres :

a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :

- Madame Colette DE NARDO (fin du mandat en mai 2010),

- Monsieur Didier HENRY, Infirmier Libéral (fin du mandat en juin 2012),

- Personne qualifiée en attente de désignation.

b) Trois représentants des usagers :

- Madame Denise ALLAIT, représentant l'Association "Pour le Droit de Mourir dans la Dignité" (fin du mandat en janvier 2011),

- Monsieur Daniel D'HIVER, représentant de l'UDAF de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mai 2010),

- Représentant des usagers en attente de désignation.

4) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée (USLD) ou un représentant des familles de personnes accueillies en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) :

- Monsieur Gérard GOLFOUSE (fin de mandat en juin 2011).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 21 du 17 Décembre 2010.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim et le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1^{er} mars 2010

Pour le Directeur Adjoint,
Suppléant dans les fonctions de Directeur de
l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
Par délégation la Directrice Départementale des
Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle
par intérim,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/272-10 du 3 mars 2010 portant radiation de l'agrément n° 119 - Association Hospitalière du Bassin de Longwy - 4 rue Alfred Labbé - 54350 MONT-SAINT-MARTIN

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDERANT

- Que depuis le 1^{er} mai 2009, l'Association ALPHA SANTE est le repreneur officiel des activités et établissements de l' Association Hospitalière du Bassin de Longwy ;
- Que par courrier du 19 juin 2009, l'Association ALPHA SANTE a informé la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle de la cession de l'ensemble des véhicules de transport sanitaire dont elle est propriétaire à la société MZ TOUL à FOUG ;
- Que par ce même courrier elle a demandé la radiation de l'agrément n° 119 délivré initialement à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy ;

CONSIDERANT

- Qu'au vu de ces éléments, l'Association ALPHA SANTE ne remplit plus les conditions nécessaires à l'agrément de transports sanitaires ;

ARRETE

Article 1 : L'agrément n° 119 délivré à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy au titre du transport sanitaire est radié de la liste départementale des entreprises de transports sanitaires.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière 54000 NANCY, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, notifié à Monsieur le Directeur Général de l'Association ALPHA SANTE et dont un exemplaire sera adressé à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 3 mars 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires
et sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim,
Claudine BARBASTE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Service Santé et Protection Animales et Environnement

Extrait de l'arrêté n° 10.DDPP.25 du 5 mars 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Marion GERAUD

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une période d'un an à compter de la date de cet arrêté à :

Marion GERAUD,
Docteur Vétérinaire
15, rue Boffrand
54300 LUNEVILLE

Article 2 – Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la Directrice Départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'observation des instructions de la Directrice Départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et la Directrice Départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 5 mars 2010

Le préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
P/ la directrice de la protection des populations
Catherine BOURGUIGNON

Extrait de l'arrêté n° 10.DDPP.28 du 9 mars 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Zuzana BESSON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Zuzana BESSON,
Docteur Vétérinaire
20, rue du Château
54300 CHANTEHEUX

Article 2 – Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la Directrice Départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions de la Directrice Départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et la Directrice Départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 9 mars 2010

Le préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
P/ la directrice de la protection des populations
Catherine BOURGUIGNON

Extrait de l'arrêté n°10.D.D.P.P.30 du 9 mars 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Olivier HIS

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an à :

Olivier HIS,
Docteur Vétérinaire
10 rue Ardant du Picq
54260 LONGUYON

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 9 mars 2010

Le préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
P/ la directrice de la protection des populations
Catherine BOURGUIGNON

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle

Décision administrative conjointe des inspectrices et inspecteurs du travail du 1^{er} mars 2010 donnant délégation aux contrôleurs du travail aux fins, notamment, d'établir des mises en demeure et de prendre des décisions relatives aux arrêts temporaires de travaux ou d'activité

Les Inspectrices et Inspecteurs du Travail de Meurthe-et-Moselle, soussignés responsables des première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième et neuvième sections d'inspection du travail

Section d'inspection d'affectation	Inspecteurs
Première section	Madame Martine BOUBAGRA
Deuxième section	Madame Angélique ALBERTI
Troisième section	Monsieur Mickaël MAROT
Quatrième section	Madame Alexandra CHALOYARD
Cinquième section	Madame Marieke FIDRY
Sixième section	Madame Safia ELMI-GANI
Septième section	Monsieur Patrick OSTER
Huitième section	Monsieur Guillaume VISCA
Neuvième section	Monsieur Guy TROGNON

Vu les articles L4721-1 à L4721-8, L4731-1 à L4731-6, R 4731-1 à R 4731-15, L8112-5 du Code du Travail,

Vu la décision du Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de lorraine en date du 1^{er} mars 2010 relative à la compétence territoriale des inspecteurs du travail de Meurthe-et-Moselle publiée le 1^{er} mars 2010 au recueil des actes administratifs,

Vu la décision du Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de lorraine en date du 1^{er} mars 2010 concernant l'affectation des inspectrices et inspecteurs du travail en section et organisant l'affectation des contrôleurs du travail en section, décision publiée le 1^{er} mars 2010 au recueil des actes administratifs,

CONSIDERANT qu'en application des décisions précitées, Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de lorraine ou le Directeur du Travail responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle peuvent être amenés à tout moment, en cas d'absence ou d'empêchement, à confier l'intérim d'une inspectrice ou d'un Inspecteur du Travail à l'un des autres Inspecteurs et de même pour les Contrôleurs du Travail

D E C I D E N T

Chacun pour ce qui le concerne dans la section dont il a la charge, et dans la limite des intérim dont il sera chargé dans les autres sections.

Article 1 : Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail figurant dans le tableau ci-après, aux fins

- d'établir les mises en demeure prévues aux articles L4721-8 du code du travail

- de prendre toutes mesures utiles, et notamment en prescrivant l'arrêt temporaire de travaux, visant à soustraire immédiatement de cette situation le ou les salariés dont ils auront constaté qu'ils se trouvent exposés

- sur un chantier du bâtiment ou des travaux publics, à un risque grave et imminent de chute de hauteur ou d'ensevelissement,
- exposés à l'inhalation de fibres d'amiante,

- au dépassement de la valeur limite de concentration d'une substance chimique cancérogène, mutagène ou toxique après mise en demeure.

SECTION	CONTROLEURS
Première section	Madame Clotilde PELTIER Monsieur Nicolas BURGAIN
Deuxième section	Monsieur Claude MONSIFROT Monsieur Philippe ADAM
Troisième section	Monsieur Marc CORCHAND Madame Valérie VIRIOT
Quatrième section	Madame Gisèle DESHAIS Jean-Michel ALCARAZ
Cinquième section	Madame Hélène BAUER Madame Sylvie TEDESCO
Sixième section	Madame Sonia GUICHARD Monsieur Patrick JULLY
Septième section	Madame Florence BOURELLY
Huitième section	Monsieur Arnaud COLIN
Neuvième section	Aucun Contrôleur du Travail à la date de parution de la présente décision

Article 2 : Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail visés à l'article premier aux fins d'autoriser la reprise des travaux dont l'arrêt aura été prescrit en application des articles L4731-1, L4731-2 et L4731-3, R 4731-14, L8112-5 du Code du Travail, lorsque toutes les mesures ont été prises pour faire cesser la situation de danger grave et imminent.

Article 3 : Les délégations visées aux articles 1 et 2 sont accordées dans les limites de la section d'Inspection à laquelle ils ont été affectés et des intérimis dont ils sont chargés.

Article 4 : Les mises en demeure et les décisions d'arrêt et de reprise de travaux s'exercent sous l'autorité de l'Inspecteur du Travail titulaire de la section ou des Inspecteurs du Travail en assurant l'intérim.

Article 5 : La présente décision abroge celle du 30 septembre 2009.

Article 6 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre-lès-Nancy, le 1^{er} mars 2010

L'Inspectrice du Travail de la 1^{ère} section
Martine BOUBAGRA

L'Inspectrice du Travail de la 2^{ème} section
Angélique ALBERTI

L'Inspecteur du Travail de la 3^{ème} section
Mickaël MAROT

L'Inspectrice du Travail de la 4^{ème} section
Alexandra CHALOYARD

L'Inspectrice du Travail de la 5^{ème} section
Marieke FIDRY

L'Inspectrice du Travail de la 6^{ème} section
Safia ELMI-GANI

L'Inspecteur du Travail de la 7^{ème} section
Patrick OSTER

L'Inspecteur du Travail de la 8^{ème} section
Guillaume VISCA

L'Inspecteur du Travail de la 9^{ème} section
Guy TROGNON

TRESORERIE GENERALE

Procuration sous seing privé du 6 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature

Le soussigné PERNOT Eric, Chef de Poste de la Trésorerie du JARNISY

DECLARE

- constituer pour son mandataire spécial et général Madame RITZ Laurence Contrôleur
- lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie du JARNISY
- d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNISY entendant ainsi transmettre à Madame RITZ Laurence tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Le mandant,
Eric PERNOT, chef de poste

Le mandataire,
Laurence RITZ, contrôleur

le cas échéant,

- donner délégation à Madame Ritz Laurence pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Jarny, le 6 janvier 2010

Le délégant,
Eric PERNOT, chef de poste

Le délégataire,
Laurence RITZ, contrôleur

Procuration sous seing privé du 6 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature

Le soussigné PERNOT Eric, Chef de Poste de la Trésorerie du JARNISY

DECLARE

- constituer pour son mandataire spécial et général Madame BEAUCART Evelyne Contrôleur Principal
- lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie du JARNISY
- d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNISY entendant ainsi transmettre à Madame BEAUCART Evelyne tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Le mandant,
Eric PERNOT, trésorier

Le mandataire,
Evelyne BEAUCART, contrôleur principal

le cas échéant,

- donner délégation à Madame BEAUCART Evelyne pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Jarny, le 6 janvier 2010

Le délégué,
Eric PERNOT, trésorier

Le délégataire,
Evelyne BEAUCART, contrôleur principal

Procuration sous seing privé du 6 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature

Le soussigné PERNOT Eric, Chef de Poste de la Trésorerie du JARNISY

DECLARE

- constituer pour son mandataire spécial et général Madame BOLONI Nelly Agent de recouvrement
- lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie du JARNISY
- d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNISY entendant ainsi transmettre à Madame BOLONI Nelly tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Le mandant,
Eric PERNOT, chef de poste

Le mandataire,
Nelly BOLONI, agent de recouvrement

le cas échéant,

- donner délégation à Madame BOLONI Nelly pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Jarny, le 6 janvier 2010

Le délégué,
Eric PERNOT, chef de poste

Le délégataire,
Nelly BOLONI, agent de recouvrement

Procuration sous seing privé du 6 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature

Le soussigné PERNOT Eric, Chef de Poste de la Trésorerie du JARNISY

DECLARE

- constituer pour son mandataire spécial et général Madame BUTTIGNOL Solange Contrôleur
- lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie du JARNISY
- d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNISY entendant ainsi transmettre à Madame BUTTIGNOL Solange les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Le mandant,
Eric PERNOT, chef de poste

Le mandataire,
Solange BUTTIGNOL, contrôleur

le cas échéant,

- donner délégation à Madame BUTTIGNOL Solange pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Jarny, le 6 janvier 2010

Le délégant,
Eric PERNOT, chef de posteLe délégataire,
Solange BUTTIGNOL, contrôleur*Service des impôts des particuliers (SIP) de BRIEY***Procuration sous seing privé du 10 mars 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature**

Le soussigné, CORROY Eric, Comptable intérimaire Du SIP de BRIEY

DECLARE

- constituer pour son mandataire spécial et général DE RIBEIRO Ghislaine, inspecteur
- lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, le SIP de BRIEY,
- d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du SIP de BRIEY, entendant ainsi transmettre à Mme DE RIBEIRO Ghislaine... tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Briey, le 10 mars 2010

Le mandataire,
Ghislaine de RIBEIRO, inspecteurLe mandant,
Eric CORROY, inspecteur départemental**NAVIGATION DU NORD-EST****Extrait de l'arrêté N° NAV – 2010/02 du 18 février 2010 autorisant la capture et la remise à l'eau du poisson dans le cadre des opérations de chômage sur le Canal des Vosges versant Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETEArticle 1 – Présentation des opérations

1-1) Dans le cadre des opérations de chômage sur le Canal des Vosges prévues du 1er mars au 5 avril 2010 Voies navigables de France, subdivision d'Epinal, procédera à la vidange totale du bief et de l'écluse n°34 afin d'y effectuer des travaux d'entretien.

Par ailleurs, en raison de l'arrêt de l'alimentation de certains biefs et des fuites dues à la porosité naturelles des berges, les biefs et écluses n°35 à 37 versant Moselle subiront un abaissement, voire un assèchement complet en fin de la période de chômage.

1-2) Les opérations de vidange concerneront uniquement les ouvrages cités ci-dessus.

Si le passage des bateaux le permet, les opérations d'abaissement pourront débuter à partir du 26 février 2010.

La vidange des sas des écluses se fera en deux temps :

une vidange gravitaire lente, qui correspond en réalité à une bassinée

une mise à sec par pompage avec rejet des eaux dans les parties du canal des Vosges restées en eau, à l'amont ou à l'aval des ouvrages.

Pour les biefs, les abaissements se feront majoritairement de façon gravitaire, selon le cheminement habituel de l'eau et de manière lente, en incluant au minimum une nuit afin de faciliter la dévalaison naturelle de la faune piscicole.

Pour le versant Moselle uniquement, des vidanges seront également effectuées vers la rivière Moselle via les déversoirs situés dans les biefs n°34 et 35. Sur ces déversoirs, les débits rejetés seront inférieurs à 5 % du débit moyen interannuel de la Moselle à la station hydrométrique d'Epinal soit : 1.95 m3/s.

Aucun rejet, issu de pompage notamment ne pourra avoir lieu dans les ruisseaux et contre-fossés du Canal des Vosges.

1-3) Une vigilance particulière sera apportée aux milieux sensibles et aux annexes hydrauliques (ruisseaux et fossés) susceptibles d'être affectées par les opérations de vidange.

La phase finale de vidange des biefs et de pompage du sas des écluses sera réalisée de façon à éviter la mise en suspension de fines.

Durant les travaux, le pétitionnaire prendra toutes les mesures techniques pour éviter les déversements de laitance de ciment, d'hydrocarbures et autres atteintes à l'environnement.

1-4) Au moins huit jours avant les vidanges, Voies navigables de France préviendra les gendarmeries des secteurs concernés, le service de Meurthe-et-Moselle de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques et la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique et les informera des dates prévues pour les pêches de sauvegarde.

Article 2 – Objet de l'autorisation

Afin de préserver la faune piscicole durant ces opérations de vidanges et de mise à sec des ouvrages, des pêches de sauvegarde seront réalisées.

La présente autorisation concerne donc ces opérations de pêches exceptionnelles et le transport du poisson.

Sont exclues de la présente autorisation, les captures liées à la gestion des peuplements piscicoles ou à des fins scientifiques, à des expositions pédagogiques ou autre.

Article 3 – Bénéficiaire de l'autorisation

La Fédération des Vosges pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique et la Fédération de la Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique sont autorisés à capturer le poisson dans les biefs du Canal des Vosges et les annexes hydrauliques impactés par les vidanges, et à le remettre à l'eau, dans le milieu naturel le plus proche de seconde catégorie piscicole à savoir, dans les parties du Canal des Vosges restées en eau.

Article 4 : Responsable et personnel de l'exécution matérielle des opérations

La récupération du poisson et son transport sont organisés par Voies navigables de France, subdivision d'Epinal, sous le contrôle des agents chargés de la police de la pêche.

La récupération du poisson et son transport seront exécutés par la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique et la Fédération des Vosges pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique

Le transport du poisson sera réalisé par la Fédération des Vosges pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique, la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique et le cas échéant, par les agents de Voies navigables de France - subdivision

d'Epinal- sous la responsabilité de Monsieur Jean-Pierre Bodez. et les bénévoles des Associations Agréées pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de Nancy

Article 5 : Matériel utilisé

Les poissons seront récupérés par la méthode de pêche à l'électricité, à l'épuisette et éventuellement au filet.

Article 6 – Préservation du poisson

Les poissons seront remis vivants à l'eau à l'endroit le plus proche de leur capture, de seconde catégorie piscicole, à savoir dans les parties du Canal des Vosges restées en eau, sauf dans les cas suivants :

- mauvais état sanitaire,
- le poisson mort au cours de la pêche sera remis au détenteur du droit de pêche jusqu'à concurrence de ses frais ; au-delà, il sera remis à un représentant de l'autorité publique ou à une œuvre de bienfaisance,
- les espèces visées aux alinéas 1^{er} et 2^{ème} de l'article L.432-10 du Code de l'environnement seront tuées sur place puis prises en charge par une entreprise d'équarrissage agréée dans les conditions prévues par la réglementation.

Par ailleurs, les espèces particulières qui n'auront pas été formellement identifiées seront photographiées et un individu de chaque espèce sera conservé et remis au service de Meurthe-et-Moselle de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques.

Enfin, la pêche sera interdite dans les biefs et écluses n°34 à 37 pendant toute la durée du chômage, soit du 1^{er} mars au 11 avril 2010 inclus.

Article 7 : Compte-rendu d'exécution

Un compte rendu des opérations de sauvetage sera rédigé et adressé au service chargé de la police de la pêche.

Il comprendra les éléments suivants : la date et le lieu de l'opération, le personnel et les moyens mis en œuvre, les espèces présentes, le poids estimé et les lieux de déversement.

Une copie de ce document sera adressée au service de Meurthe-et-Moselle de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques.

Article 8 – accord du(des) détenteur(s) du droit de pêche

Pour les pêches réalisées en dehors du domaine public fluvial le bénéficiaire devra obtenir l'accord écrit préalable du des détenteur(s) de pêche.

Article 9 – Validité de l'autorisation

La présente autorisation est valable du 26 février au 5 avril 2010.

Article 10 – Présentation de l'autorisation

Le bénéficiaire de l'autorisation, ou la personne responsable de l'exécution matérielle doit présenter l'autorisation à toute demande des agents chargés de la police de la pêche en eau douce. S'il ne peut le faire ou s'il s'y refuse, il s'expose à la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 3^e classe.

La personne qui participe à l'exécution d'une opération de capture ou de transport s'expose aux sanctions prévues par la législation et la réglementation de la pêche en eau douce si le bénéficiaire de l'autorisation ou la personne responsable de l'exécution matérielle de l'opération n'est pas présent au cours de l'opération.

Article 11 – Retrait de l'autorisation

La présente autorisation exceptionnelle de capture et de transport est personnelle et incessible. Elle peut être retirée à tout moment et sans indemnité si le bénéficiaire ne respecte pas les clauses figurant dans son autorisation ou les prescriptions qui lui sont liées, ou si lui même ou la personne responsable de l'exécution matérielle de l'opération n'est pas présent au cours de l'opération.

Article 12 – Respect des prescriptions de l'autorisation

S'expose à la peine d'amende prévue pour les contraventions de 4^{ème} classe, toute personne qui n'a pas respecté les prescriptions de la présente autorisation.

Article 13 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut être déféré devant la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 14 – Information des tiers

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Article 15 – Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle
 - Le chef du service de la navigation du Nord-Est,
 - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle
 - Le lieutenant colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle,
 - Le délégué interrégional de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques
 - Le chef du service de Meurthe-et-Moselle de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques
 - Le président de la fédération de la Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
 - Le président de la fédération des Vosges pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
 - Le président de l'association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Nancy
 - Le responsable de la subdivision de voies navigables de France d'Epinal
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie du présent arrêté sera adressée, pour information :

- aux maires des communes de Grippont, Bainville aux Miroirs, Mangonville et Roville.
- Nancy, le 18 février 2010,

Le préfet,
pour le préfet de Meurthe-et-Moselle
et par délégation du Chef du Service Navigation du Nord-Est,
Jean ABELE

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 34074 en date du 9 mars 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de LUNEVILLE

Par arrêté préfectoral n° 34074 en date du 9 mars 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BT PRESTINI TP ZAC de Mossus rue de Phalsbourg, sur la commune de LUNEVILLE.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 34632 en date du 9 mars 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de BEZANGE LA GRANDE

Par arrêté préfectoral n° 34632 en date du 9 mars 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement HTA Bézange village rue du Courcaut, sur la commune de BEZANGE LA GRANDE

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 36967 en date du 9 mars 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de TRONDES

Par arrêté préfectoral n° 36967 en date du 9 mars 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA 3 parcelles mairie rue de la Boudière, sur la commune de TRONDES

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 37204 en date du 9 mars 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de TUCQUEGNIEUX

Par arrêté préfectoral n° 37204 en date du 9 mars 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du renforcement DP source, sur la commune de TUCQUEGNIEUX.

AUTRES SERVICES**CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT***Direction des ressources humaines***Avis de concours externe sur titres du 1^{er} mars 2010 pour le recrutement de quatre ouvriers professionnels qualifiés dans la fonction d'agent de sécurité**

Références :

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,
Vu la loi n°91.748 du 31 juillet 1991 modifiée portant réforme hospitalière,
Vu le décret n°91-45 du 14 janvier 1991, modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière,
Vu l'arrêté du 30 septembre 1991, modifié par l'arrêté du 4 juin 1996 fixant la liste des titres admis comme équivalents à ceux exigés pour le recrutement par voie de concours des maîtres ouvrier et ouvriers professionnels spécialisés de la fonction publique hospitalière,
Vu la circulaire DH/8D/91 n° 46 du 10 juillet 1991 relative à l'application du décret sus visé,
Vu la vacance de trois postes à l'issue de la procédure de publication sur « Hospimob »,

Quatre postes d'Ouvriers Professionnels Qualifiés, agents de sécurité au Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port est ouvert au concours sur titres

I. CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux titulaires soit :

- d'un diplôme de Niveau V ou d'une qualification reconnue équivalente,
- d'une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles délivrée dans une ou plusieurs spécialités,
- d'une équivalence délivrée par la commission instituée par le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emploi de la fonction publique,
- d'un diplôme au moins équivalent figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé.

Les candidats doivent remplir les conditions générales d'accès aux emplois de la Fonction Publique hospitalière : nationalité, aptitude physique, jouissance des droits civiques.

II – RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Les demandes d'inscription à ce concours doivent être adressées à :

Monsieur Le Directeur du Centre Hospitalier
3, rue du Jeu de Paume
54210 SAINT NICOLAS DE PORT

accompagnées :

- D'un Curriculum Vitae détaillé établi par le candidat sur papier libre,
- De la copie des diplômes ou certificats demandés,
- De la photocopie de la carte d'identité recto verso et, le cas échéant, un certificat de nationalité,

Cette demande devra être adressée, au choix,

- par lettre recommandée avec Accusé de Réception
- ou

- par courrier valablement déposé au service des Ressources Humaines contre la remise d'une attestation de dépôt.

DATE LIMITE D'INSCRIPTION : Cachet de la poste faisant foi : délai d'un mois à compter de la publication de cet avis au Recueil des Actes Administratifs

Saint Nicolas de Port, le 1^{er} Mars 2010

Pour Le Directeur et par délégation,
Le Directeur Adjoint,
Bruno BLAISON

Avis de concours externe sur titres du 1^{er} mars 2010 pour le recrutement de trois ouvriers dans la fonction de chef d'équipe sécurité

Références :

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu la loi n°91.748 du 31 juillet 1991 modifiée portant réforme hospitalière,
Vu le décret n°91-45 du 14 janvier 1991, modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière,
Vu l'arrêté du 30 septembre 1991, modifié par l'arrêté du 4 juin 1996 fixant la liste des titres admis comme équivalents à ceux exigés pour le recrutement par voie de concours des maîtres ouvrier et ouvriers professionnels spécialisés de la fonction publique hospitalière,
Vu la circulaire DH/8D/91 n° 46 du 10 juillet 1991 relative à l'application du décret sus visé,
Vu la vacance de trois postes à l'issue de la procédure de publication sur « Hospimob »,

Trois postes de Maîtres Ouvriers, chefs d'équipe sécurité au Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port est ouvert au concours externe sur titres

I. CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux titulaires soit :

- de deux diplômes de Niveau V ou de deux qualifications reconnues équivalentes,
- de deux certifications inscrites au répertoire national des certifications professionnelles délivrées dans une ou plusieurs spécialités,
- de deux équivalences délivrées par la commission instituée par le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emploi de la fonction publique,
- de deux diplômes au moins équivalents figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé.

Les candidats doivent remplir les conditions générales d'accès aux emplois de la Fonction Publique hospitalière : nationalité, aptitude physique, jouissance des droits civiques.

II – RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Les demandes d'inscription à ce concours doivent être adressées à :

Monsieur Le Directeur du Centre Hospitalier
3, rue du Jeu de Paume
54210 SAINT NICOLAS DE PORT

accompagnées :

- D'un Curriculum Vitae détaillé établi par le candidat sur papier libre,
- De la copie des diplômes ou certificats demandés,
- De la photocopie de la carte d'identité recto verso et, le cas échéant, un certificat de nationalité,

Cette demande devra être adressée, au choix,

- par lettre recommandée avec Accusé de Réception
ou

- par courrier valablement déposé au service des Ressources Humaines contre la remise d'une attestation de dépôt.

DATE LIMITE D'INSCRIPTION : Cachet de la poste faisant foi : délai d'un mois à compter de la publication de cet avis au Recueil des Actes Administratifs

Saint Nicolas de Port, le 1^{er} Mars 2010

Pour Le Directeur et par délégation,
Le Directeur Adjoint,
Bruno BLAISON

MAISON DE RETRAITE DE ROSIERES AUX SALINES

Avis et modalités en date du 8 mars 2010 du concours sur titre pour le recrutement d'une infirmière de classe normale à la maison de retraite de ROSIERES-AUX-SALINES (54)

1) CONDITIONS À REMPLIR POUR ÊTRE CANDIDAT :

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées :

- à l'article 5 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- au titre 1, section 1, article 2 du décret 88-1077 du 30 novembre 1988, portant statut particulier du corps des personnels infirmiers de la Fonction Publique Hospitalière.

2) COMPOSITION DU DOSSIER DU CANDIDAT :

Le dossier devra comporter :

- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, du ou des diplômes ;
- une lettre de candidature ;
- un curriculum vitæ (en fournissant des justificatifs jugés utiles par le candidat) ;
- un extrait N°3 de casier judiciaire récent (moins d'un an) ;
- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, de la carte d'identité ;
- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, de la situation au regard du service militaire ;
- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, du permis de conduire ;
- un certificat médical délivré par un médecin de médecine générale agréé, attestant que le candidat n'est atteint d'aucune affection contraire à sa pratique professionnelle (adresse à obtenir auprès de l'administration de l'établissement) ;

3) DATE LIMITE ET LIEU DE DÉPÔT DES CANDIDATURES :

Les dossiers de candidatures devront parvenir à Monsieur le Directeur de la Maison de Retraite, rue du Paquis des Toiles – BP 9 – 54110 ROSIERES AUX SALINES, dans un délai de deux mois à compter de la date d'affichage, soit le 10 mai 2010 dernier délai (par dépôt, ou le cachet de la poste faisant foi).

4) NOMBRE DE POSTE :

Nombre de poste à pourvoir : 1 (il sera retenu 1 candidatures en liste principale et 1 en liste complémentaire).

5) COMPOSITION DU JURY :

- l'autorité qui a ouvert le concours ou son représentant, PRÉSIDENT,
soit, Monsieur le Directeur de la maison de retraite, ou son représentant,
- le Cadre de Santé de l'établissement,
- le responsable Ressources Humaines de la maison de retraite.

Rosières aux Salines, le 08 mars 2010

Le Directeur,
Alain PETIT

CARREFOUR D'ACCOMPAGNEMENT PUBLIC SOCIAL

Avis de concours interne sur titres du 1^{er} mars 2010 en vue du recrutement d'un Cadre Socio-éducatif

Le CAPs recrute un Cadre Socio-Educatif.

En application de l'arrêté du 11 mai 2007, la sélection des candidats est confiée à un jury après examen sur dossier des titres et de l'expérience professionnelle éventuelle des candidats.

Au terme de l'examen du dossier de chaque candidat, aura lieu une épreuve orale d'admission consistant en un entretien avec le jury destiné à apprécier les motivations et les aptitudes à exercer des fonctions d'encadrement des candidats déclarés admissibles.

Les lettres de candidature, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés, les diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale, devront être envoyées dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis à :

Monsieur le Directeur du CAPs - Carrefour d'Accompagnement Public Social - 4 rue Léon Parisot - 54110 ROSIERES AUX SALINES

